



Réseau de la société civile

S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR



Rapport de l'enquête annuelle 2020

Enquête annuelle 2020 du Réseau de la société civile
du Mouvement SUN : points saillants et actions

SOMMAIRE

Réalisations

Obstacles et difficultés

Membres

Gouvernance

Collaboration avec les réseaux nationaux SUN et les PMP

Priorités pour l'année prochaine, expertise des ASC et besoins d'assistance technique

Évaluation du Secrétariat du Réseau de la société civile SUN

Actions

Tableaux de bord :

Tous les tableaux de bord sont disponibles sur SUN LABS (en fonction du niveau de confidentialité des utilisateurs)

[Réalisations](#)

[Obstacles et difficultés](#)

[Membres](#)

[Gouvernance](#)

[Collaboration avec les réseaux nationaux et les PMP](#)

[Priorités pour l'année prochaine](#)

AMS : Assemblée mondiale de la Santé

ASC : Alliance de la société civile SUN
(au niveau national ou infranational)

BMS : Substituts du lait maternel

CBO : Organisations basées dans la
collectivité communautaires

CD : Comité directeur (Réseau de la
société civile)

CAP : Correspondance pluriannuelle

MEAL : Suivi, évaluation, redevabilité et
apprentissage

N4G : Nutrition pour la croissance

ODD : Objectifs de développement
durable

OSC : Organisation de la société civile

PMP : Plateforme multipartite

RSC : Réseau de la société civile
SUN

SBN : Réseau du secteur privé
SUN

SDN : Réseau des donateurs du
Mouvement SUN

SMS : Secrétariat du Mouvement
SUN

SNUSA : Sommet des Nations
Unies sur les systèmes
alimentaires

SRSC : Secrétariat du Réseau de
la société civile SUN

SUN : Mouvement pour le
Renforcement de la nutrition

YL4N : Jeunes leaders pour la
nutrition

ACRONYMES ET SIGLES

Enquête annuelle - Sources de données

Données de l'année dernière

Les données de 2020 utilisent les données de l'enquête annuelle de 2020 (certaines ASC n'ont pas encore fini de répondre au questionnaire!). ([ref](#))

Les pays suivants ont déjà répondu à l'enquête annuelle 2020 : Afghanistan, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Colombie, El Salvador, Guatemala, Kenya, Kirghizstan, Laos, Mali, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nigeria, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan du Sud, Sri Lanka, Tanzanie, Vietnam, Zambie, Zimbabwe (soit 30 pays au 1/03/2021).

CPA (correspondance pluriannuelle)

Pour effectuer des comparaisons entre les années, nous n'utilisons que les données des ASC qui ont participé à l'enquête annuelle pour les années que nous présentons.

Le Burkina Faso figure parmi ces pays.

Ces pays sont le Burkina Faso, le Cambodge, le Salvador, le Kenya, le Kirghizstan, le Myanmar, le Nigeria, l'Ouganda, le Pakistan, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Agrégation sur plusieurs années

Ce calcul se base sur les dernières valeurs partagées par les ASC, par exemple si une ASC a soumis des données en 2014 et 2018, nous utilisons uniquement les données de 2018. Si une ASC n'a soumis des données qu'en 2014, nous utilisons ces données. Graphique donné en exemple : nombre de membres du RSC.

Questionnaires d'enquête annuelle remplis

Quelques ASC n'ont pas terminé de remplir le questionnaire d'enquête annuel, par conséquent si nous voulons faire une analyse en appliquant un pourcentage, nous n'avons sélectionné que les ASC qui ont renvoyé le questionnaire d'enquête dûment rempli.

Données et chiffres clés : réalisations

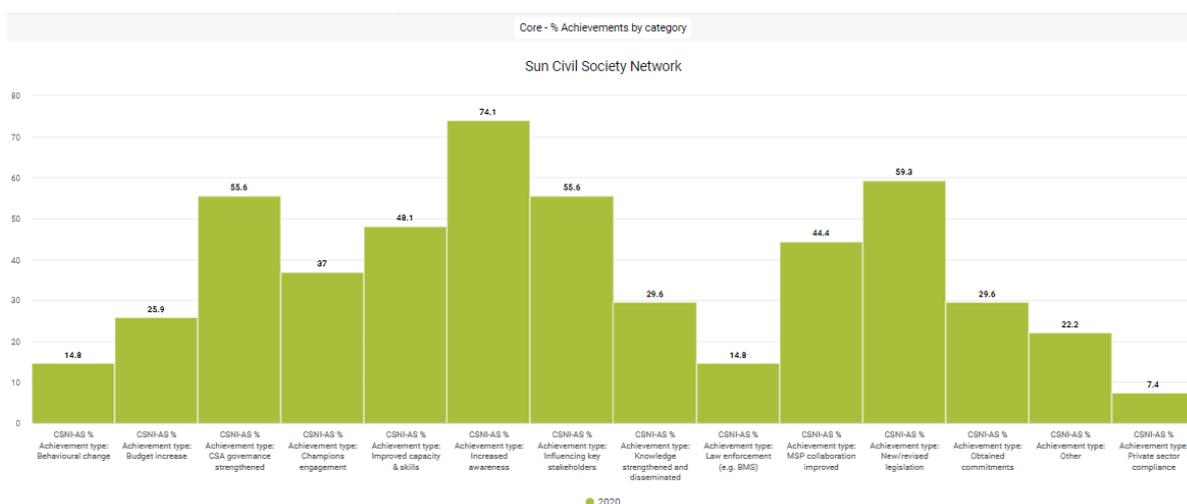
Dans le questionnaire d'enquête annuelle, les ASC étaient invitées à mentionner uniquement les « 3-4 réalisations majeures de l'Alliance au cours des 12 derniers mois ». Les informations qualitatives fournies par les ASC ont été classées par catégorie pour permettre une analyse rapide dans les graphiques ci-dessous. Une compilation complète des « [impacts majeurs de 2020](#) » est disponible sur les diapositives nationales des ASC.

Cette section n'a pas pour but de fournir une présentation complète des réalisations des ASC en 2020, mais de permettre au lecteur de se faire une idée des réalisations dont les ASC sont les plus fières en 2020.

Les principales réalisations des ASC en 2020 concernent « une sensibilisation accrue » (74 %), suivie de :

- Renforcement de la gouvernance des ASC (55,6 %) et législations nouvelles/révisées (59,3 %).
- Influence sur les parties prenantes clés (55,6 %), amélioration des capacités et des compétences (48,1 %), amélioration de la collaboration avec les PMP (44,4 %).

Ces réalisations reflètent la capacité des ASC à travailler de manière décentralisée, en collaboration avec (les parties prenantes locales, le gouvernement et leur capacité à mettre en œuvre les plans de nutrition nationaux. ([ref](#)))

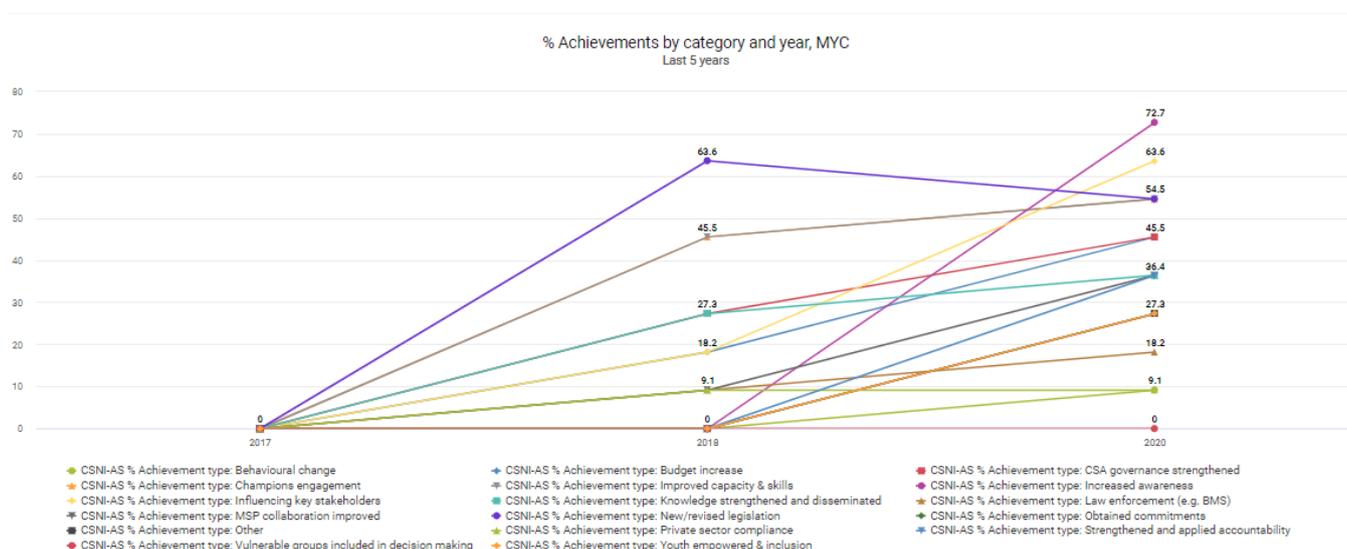


Données et chiffres clés : réalisations (CPA 2020)

(CPA) Par rapport aux années précédentes, les réalisations des ASC couvrent un éventail plus large de catégories, ce qui est logique étant donné l'augmentation graduelle du nombre de membres,

la décentralisation progressive et les efforts soutenus, ainsi que la disponibilité des ressources.

La sphère du changement et l'impact potentiel des ASC se sont élargis. (réf)



Exemples de « sensibilisation accrue »

Mozambique : La Plataforma da Sociedade Civil para o Movimento SUN Moçambique a apporté un soutien technique à toutes les OSC membres afin de renforcer leurs capacités en matière de suivi et de défense de la nutrition, et de consolider leur collaboration avec les gouvernements locaux.

Colombie : Le groupe de la société civile de Colombie a dispensé une formation virtuelle sur les principaux aspects de la santé et de la nutrition des enfants afin de contribuer à l'élaboration de plans locaux. La formation a été dispensée à 1 555 personnes de 31 départements et 352 communes.

République démocratique populaire lao : L'Alliance de la société civile pour le Renforcement de la nutrition du Laos compte désormais six points focaux provinciaux issus de quatre organisations. L'Alliance a également développé une stratégie de plaidoyer et a formé ses organisations membres sur la façon de plaider pour des efforts accrus en matière de nutrition au niveau international. L'Alliance a également organisé une réunion en ligne sur le partage des compétences pendant

la « nouvelle normalité » suite à la COVID-19.

Ouganda : La CISANU a publié son rapport d'enquête sur le niveau de connaissances et de formation des journalistes ougandais en matière de nutrition. Elle a formulé un large éventail de recommandations sur la formation et le soutien aux médias, le mentorat et les bourses d'études, ainsi qu'un plaidoyer de haut niveau à l'intention des dirigeants des médias.

Exemples de « législations nouvelles/révisées »

Malawi : La CSONA a soutenu le processus qui a conduit à l'approbation du projet de loi sur l'alimentation et la nutrition par le gouvernement, en attendant le débat et l'approbation du parlement.

Sierra Leone : La plateforme de la société civile Renforcement de la nutrition et de l'immunisation de Sierra Leone a soutenu l'élaboration du projet de code national pour la commercialisation des substituts du lait maternel.

Vietnam : L'ASC SUN du Vietnam a soutenu l'élaboration de réglementations protégeant l'allaitement maternel au travail, fourni une assistance technique, recueilli les commentaires et avis d'experts et coordonné les efforts de diverses organisations nationales et internationales.

Guatemala : L'INCOPAS a participé à l'élaboration de la stratégie gouvernementale de la Grande croisade nationale pour la nutrition (2020-2024), qui a été approuvée par le Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.



Exemples de « gouvernance des ASC »

Sri Lanka : Le Forum du peuple pour le Renforcement de la nutrition au Sri Lanka a finalisé son manuel de gouvernance, sa stratégie de collecte de fonds et son plan MEAL.

Pakistan : Suite à un processus consultatif, la SUNSCA du Pakistan a élaboré sa deuxième stratégie quinquennale (2021-2025) qui est alignée sur les stratégies nutritionnelles nationales et la stratégie SUN 3.0.

Pérou : PERUSAN a été relancée avec un mandat plus large englobant

la sécurité alimentaire et nutritionnelle, elle a recruté un plus grand nombre de membres pour refléter l'élargissement de son centre d'intérêt et a mis en place une structure organisationnelle souple et flexible.

Namibie : L'Alliance a obtenu pour la première fois un financement de la GIZ (jusqu'en mai 2021) et a bénéficié d'un financement commun supplémentaire du SUN pour un programme de soutien à la permaculture urbaine.

Autres réalisations mémorables

L'ASC SUN du Cambodge a su convaincre le Conseil pour le développement agricole et rural d'inclure un volet « genre et jeunesse » dans la 2^e stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (NSFSN) 2019-2023. L'Alliance a mis en œuvre l'initiative de gouvernance locale pour la nutrition en s'assurant le concours de plus de 40 autorités locales qui se sont toutes engagées à inclure des activités liées à la nutrition dans leurs plans de développement locaux, tandis que 16 d'entre elles ont établi des lignes budgétaires spécifiques à la nutrition (représentant au total plus de 150 000 dollars pour 2020). Un réseau national d'autorités locales pour la nutrition a été créé. L'Alliance a soutenu l'élaboration et la diffusion de 13 plans d'action nutritionnels au niveau des comtés, ce qui a permis de mobiliser plus d'un million de dollars de ressources nationales pour la mise en œuvre de ces plans.

Mali : Collecte et analyse de 55 plans de développement municipaux dans 3 régions (Ségou, Sikasso et Koulikoro). Le Premier ministre et le ministre de l'Économie et des Finances du Mali se sont engagés à financer des programmes de nutrition. Près de 600 millions de XOF ont été mobilisés pour la nutrition en 2020, dont plus de 10 millions de XOF par le biais de plateformes locales.

Malawi : Grâce à son action de plaidoyer, la CSONA a contribué à une augmentation du budget consacré à la nutrition, qui est passé de 0,5 % dans le budget national 2019/20 à 3,7 % en 2020/21.

Rwanda : Une campagne visant à encourager la participation des jeunes a conduit à la création d'une plateforme de jeunes au niveau infranational dans les 30 districts, et tous les jeunes volontaires ont été formés à la promotion de la nutrition.

ASIE

La campagne « La nutrition ne peut pas attendre » orchestre une campagne de nutrition nationale et infranationale coordonnée dans 13 pays, par le biais des médias sociaux, d'articles, d'émissions radio, etc. qui porte sur la COVID-19 et au-delà.

Amérique latine et Caraïbes

Amérique latine et Caraïbes a organisé son premier échange de connaissances interaméricain intitulé « Know-it, Be-it, Do-it » (Savoir, Être, Faire) qui encourage, en période électorale, l'apprentissage sur le plaidoyer en faveur d'une augmentation budgétaire et d'une plateforme multipartite, conduisant à une priorisation régionale et à une collaboration accrue des réseaux SUN et des pays Amérique latine et Caraïbes non-membres du Mouvement SUN.

Afrique de l'est et du sud

Afrique de l'est et du sud a lancé le deuxième rapport d'analyse budgétaire régionale lors d'un séminaire en ligne très médiatisé auquel ont participé de nombreux RSC et Gerda Verburg, invitée en tant que conférencière. Il a été suivi de campagnes nationales dans les ASC Afrique de l'est et du sud sous forme de spots médiatiques, d'articles, etc.

Afrique de l'ouest et centrale

Des représentants de tous les pays de Afrique de l'ouest et centrale se sont réunis pour un atelier de trois jours : les discussions de groupe avec les Nations Unies, les points focaux du SUN et les donateurs ont renforcé la cohésion des parties prenantes et ont conduit à une planification régionale annuelle. Au cours de 2020, la région a organisé plusieurs webinaires sur la nutrition et la COVID-19 et sur la manière d'influencer le plan de préparation et de réponse à la COVID-19.

Rôle/réalisations des ASC pendant la COVID-19

Toutes les ASC ont adapté et réorienté leurs plans de travail.
Voici un aperçu des réalisations dont les ASC sont le plus fières.

Avec les membres des ASC

Présentation de preuves : HealthBridge (membre de l'ASC SUN), en coopération avec Child Right Working Group, a réalisé une évaluation rapide de l'impact de la COVID-19 sur les enfants au Vietnam.

Redevabilité : L'ASC SUN du Vietnam a signalé la promotion illégale des BMS par des entreprises pendant la COVID-19.

L'Ouganda a organisé des séminaires de sensibilisation avec d'autres organisations de la société civile, comme la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente et la nutrition (SRMNIA+N) et la section ougandaise du Mouvement pour le développement communautaire (MCLD-U), pour partager des idées sur la façon de veiller à ce que le plaidoyer en faveur d'une bonne nutrition et de régimes alimentaires sains se poursuive ainsi que les mesures de lutte contre la COVID-19.

Au Kenya, le réseau ASC SUN a augmenté la fréquence des réunions du conseil d'administration de trimestrielle à mensuelle afin d'avoir des discussions sur la réponse à la COVID-19 et de documenter qui fait quoi et où.

Guider les politiques et renforcer les PMP

Le gouvernement de Sierra Leone a intégré la sécurité alimentaire et la nutrition dans la réponse multisectorielle d'urgence à la COVID-19 en mettant en place le pilier d'assistance alimentaire et nutritionnel aux niveaux national et infranational. En Indonésie, l'ASC SUN a organisé quatre réunions de plaidoyer virtuelles avec le gouvernement visant à trouver des réponses à la COVID-19 pour protéger les pauvres et les plus vulnérables contre la faim et la malnutrition. En conséquence, le gouvernement a étendu la couverture des programmes de protection sociale existants et a déployé de nouveaux dispositifs spécifiques à la COVID-19.

Avec les communautés et les familles

L'ASC du Kenya a élaboré des messages sur la nutrition et la COVID-19 qui ont été traduits dans 10 langues locales. Elles ont également imprimé 2 500 affiches au format A1 sur la nutrition, conçu des spots radio sur la nutrition et la COVID-19 qui ont atteint 1 500 000 auditeurs, et soutenu la formation de 160 agents de santé communautaire bénévoles et dirigeants communautaires sur la nutrition et les soins à domicile dans le contexte de la COVID-19.

L'ASC Pakistan a élaboré des recommandations pour la fabrication de paquets de rations équilibrés

sur le plan nutritionnel, afin de répondre aux besoins des personnes vulnérables qui reçoivent une aide alimentaire.

La Namibie a identifié et engagé deux autres champions nationaux de la nutrition, impliqué des parlementaires et des journalistes dans le cadre d'ateliers (y compris des manifestes individuels sur la nutrition), et a produit des supports IEC (audio, vidéo, articles et interviews dans les médias) qui comprennent du matériel sur la nutrition et la sécurité alimentaire spécifique à la COVID-19 - <http://www.nafsan.org/covid-19-response/>

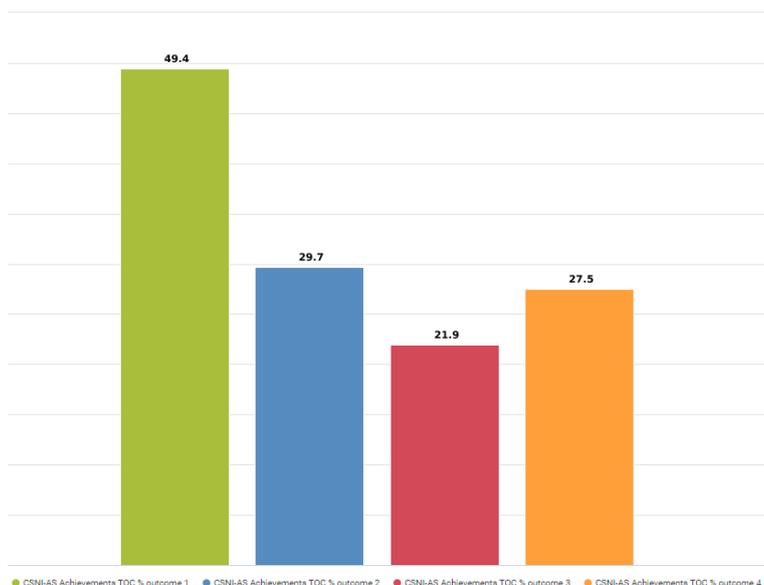


Données et chiffres clés : réalisations/ théorie du changement (TdC)

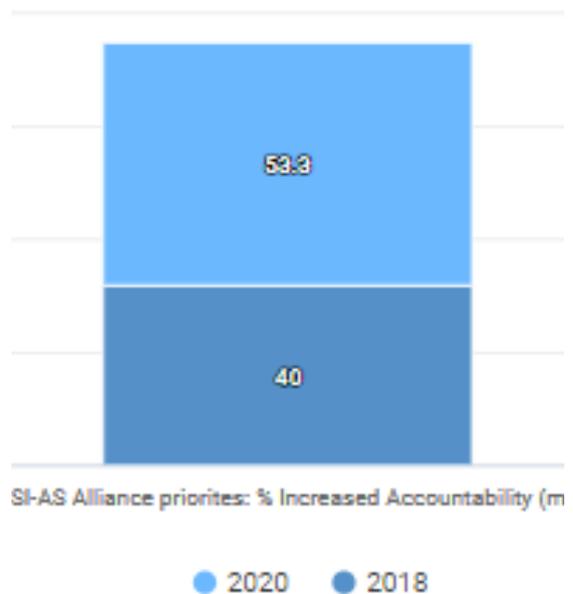
D'importantes réalisations ont été notées dans la section « Meilleure planification de la nutrition » (TdC : résultat 1). Huit ASC seulement ont signalé des réalisations majeures dans la section « Augmentation budgétaire » (TdC : résultat 2) considérée par plus de 60 % comme la priorité maximale ([ref](#))

(CPA) Par rapport à 2018, un plus grand nombre d'ASC donnent maintenant la priorité à une « plus grande redevabilité » (TdC : résultat 3), ce qui illustre le fait que les ASC sont en mesure de jouer un rôle de plus en plus influent à tous les niveaux grâce à leur crédibilité et à leur position. Les arènes mondiales/régionales accordent également de plus en plus d'efforts et d'attention à la redevabilité. Au cours de l'année 2020, 23,1 % des ASC (6) ont obtenu d'importants résultats dans ce domaine. ([ref](#))

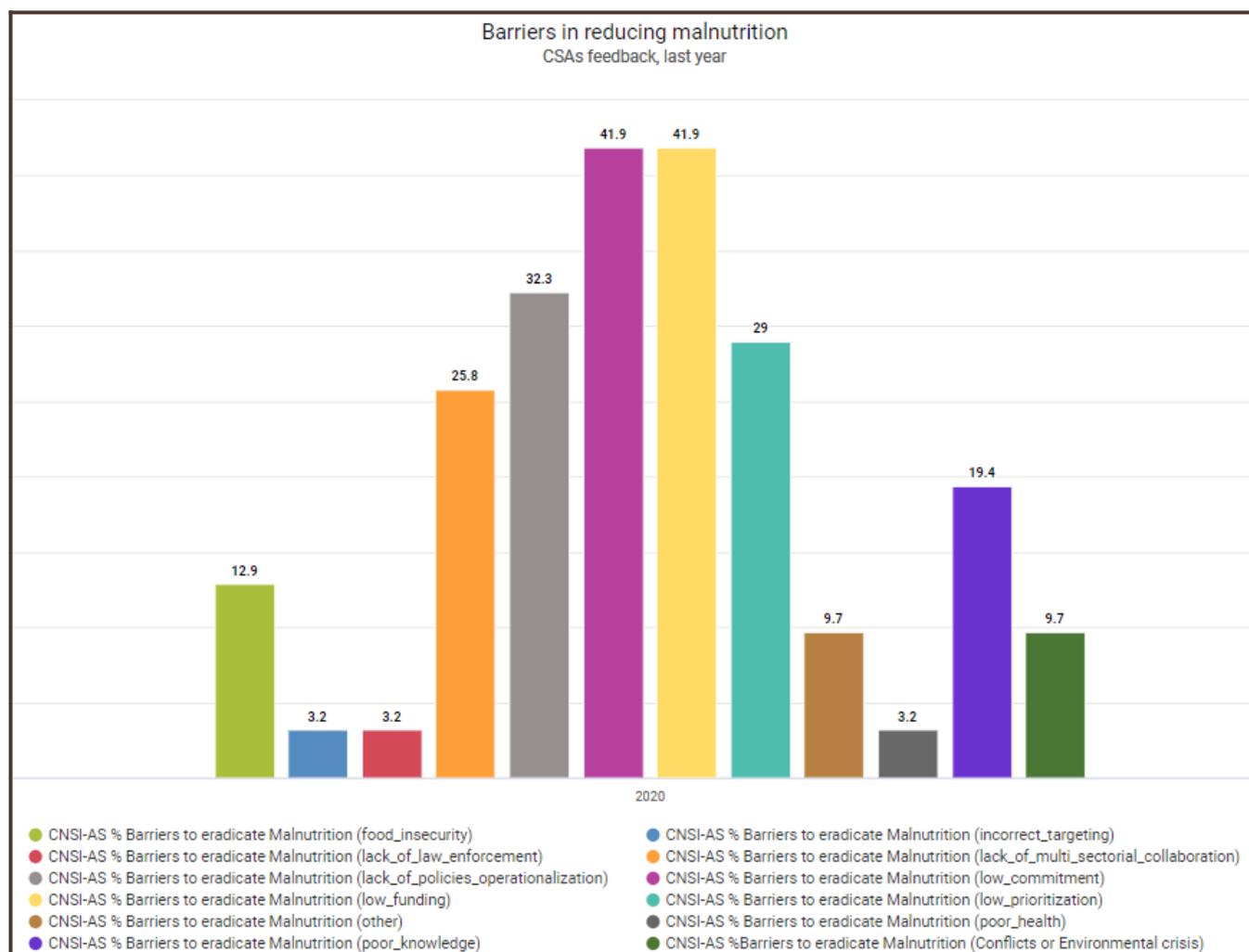
SUN CSN Achievements TOC % Outcomes (last year)



Alliance priorities Last 5 years



Obstacles et difficultés rencontrés pour éliminer la malnutrition



Les principaux obstacles rencontrés par les ASC* ([ref](#) en se référant uniquement aux données de 2020) font partie de leurs priorités stratégiques (et de la théorie du changement du RSC) :

- Faible financement (41 %)
- Faible engagement (41,9 %)

- Manque de collaboration multisectorielle (25,8 %)

Les autres obstacles sont le faible niveau de priorité, le manque de connaissances, l'insécurité alimentaire, le manque d'application de la loi, le mauvais ciblage, les mauvais services de santé.

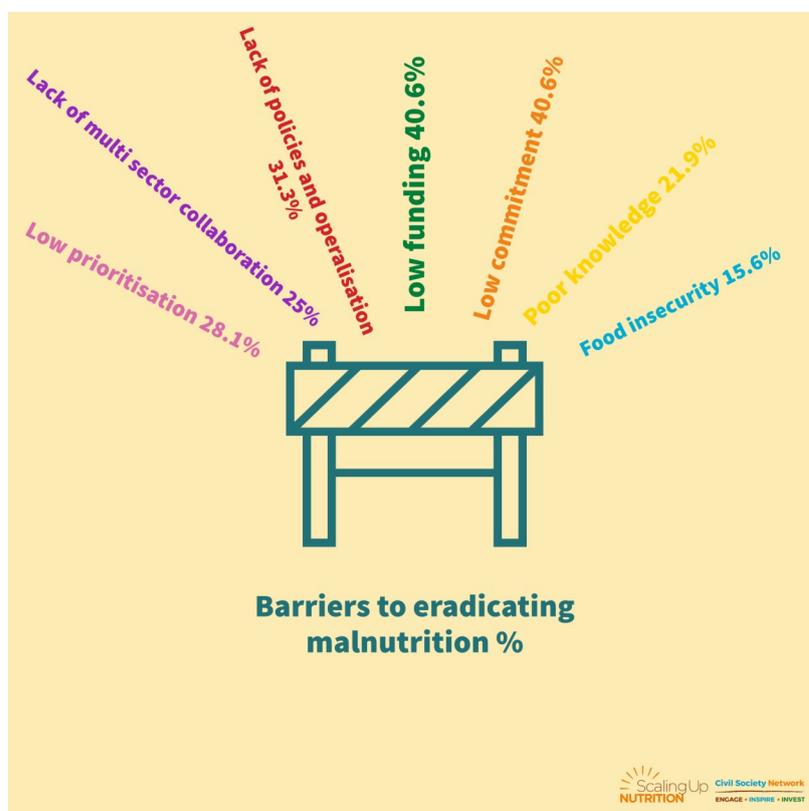
Les principaux obstacles à l'élimination de la malnutrition sont en grande partie liés aux difficultés signalées par les ASC concernant leurs activités et leur impact :

Obstacles à l'élimination de la malnutrition :

- Faible financement (41,9 %)
- Connaissances insuffisantes
- Manque de collaboration multisectorielle (25,8 %)
- Conflit ou crise environnementale

Principaux défis auxquelles les ASC ont été confrontées l'année dernière:

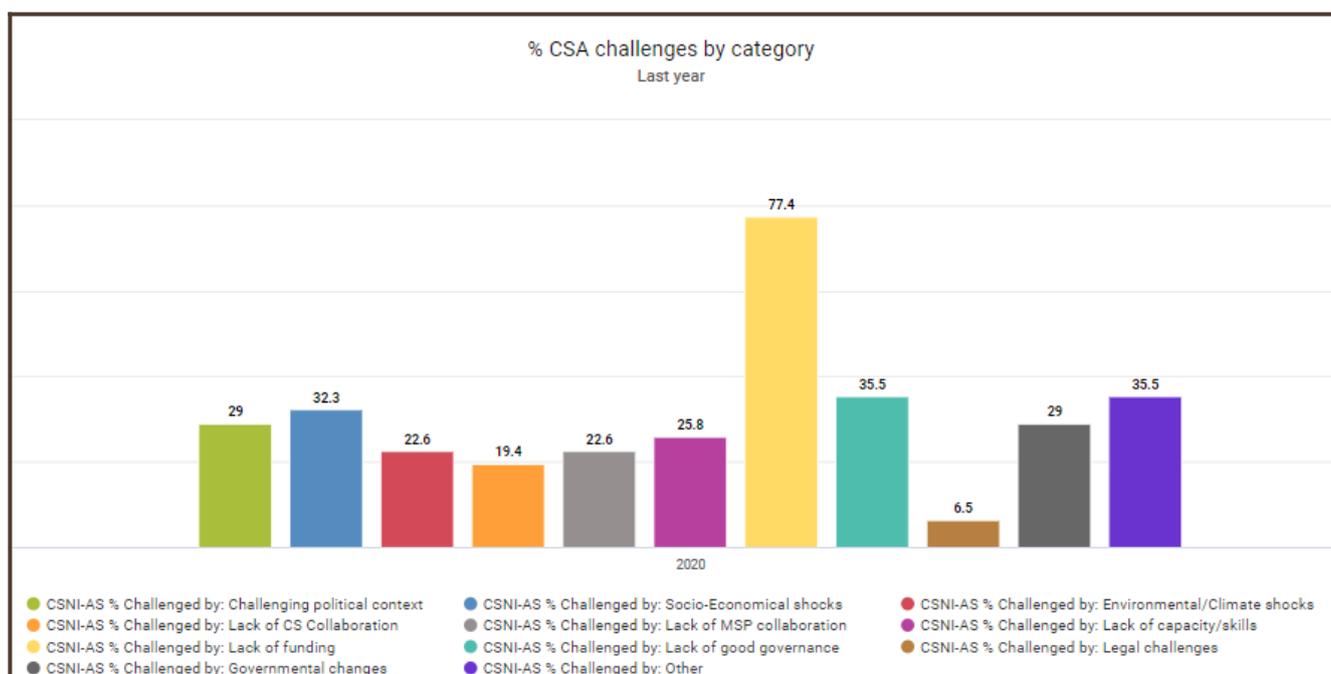
- Manque de financement (77,4 %)
- Manque de capacités et de compétences (26 %)
- Manque de collaboration des PMP (22 %)
- Crise socio-économique (35 %) et chocs environnementaux (22 %)



Données et chiffres clés : principaux défis des ASC au cours des 12 derniers mois

Principaux défis rencontrés par les ASC ([ref](#)):

- Manque de financement (77,4 %)
- Crise socio-économique (35 %) liée principalement à la COVID-19 et aux chocs environnementaux (22 %)
- Bonne gouvernance des ASC (35 %), manque de capacités et de compétences (26 %), manque de collaboration des OSC (19 %)
- Contexte politique difficile → changements gouvernementaux (rotation du personnel/élections) (29 %)
- Manque de collaboration des PMP (22 %)

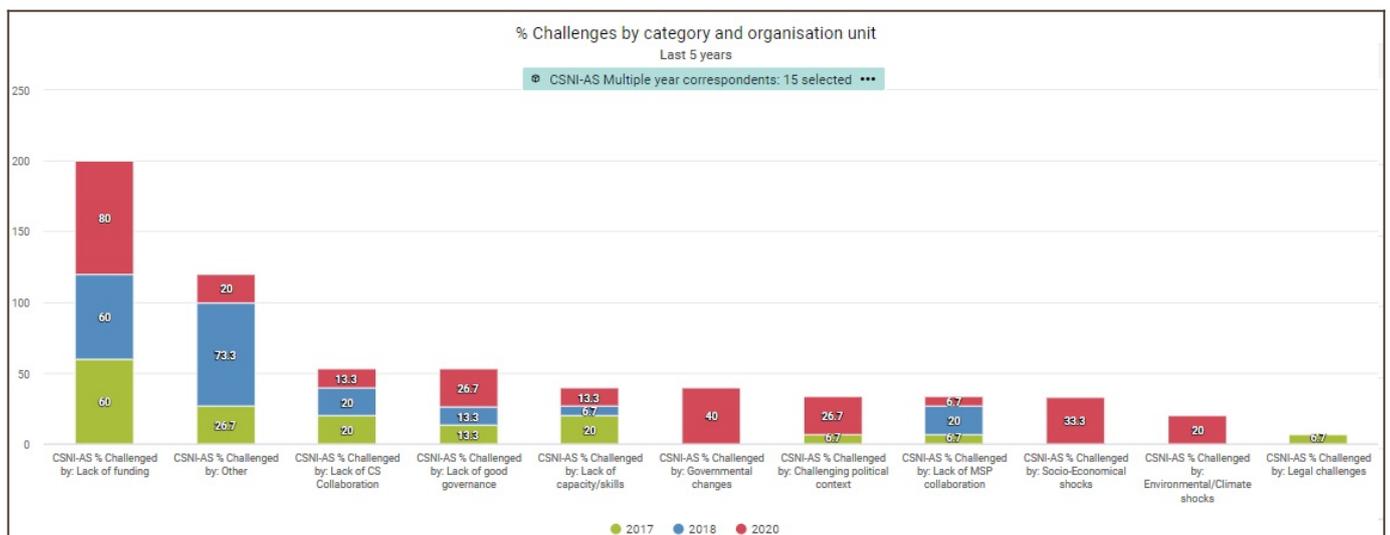


Aperçu des difficultés

Financement

Sur les 31 ASC qui ont répondu au questionnaire d'enquête, 22 disposaient d'un financement en 2020, mais 38,7 % d'entre elles seulement bénéficiaient d'un budget supérieur à 50 000 dollars. ([ref](#))

Des financements d'un faible montant et d'une durée limitée (12 mois maximum) et une allocation des dépenses peu flexible sont fréquents et constituent un problème récurrent pour les ASC. (CPA)





Covid-19

Plus d'un tiers des ASC qui ont répondu au questionnaire ont déclaré que leur travail avait été perturbé de diverses manières par la COVID-19 : PMP moins actives, responsables gouvernementaux/décideurs moins disponibles, retards dans la mise en œuvre des plans de travail/projets de l'ASC en raison de restrictions logistiques, perturbations dans la participation et la collaboration des membres de l'ASC, et gouvernance mise à rude épreuve par les nouvelles méthodes de travail.

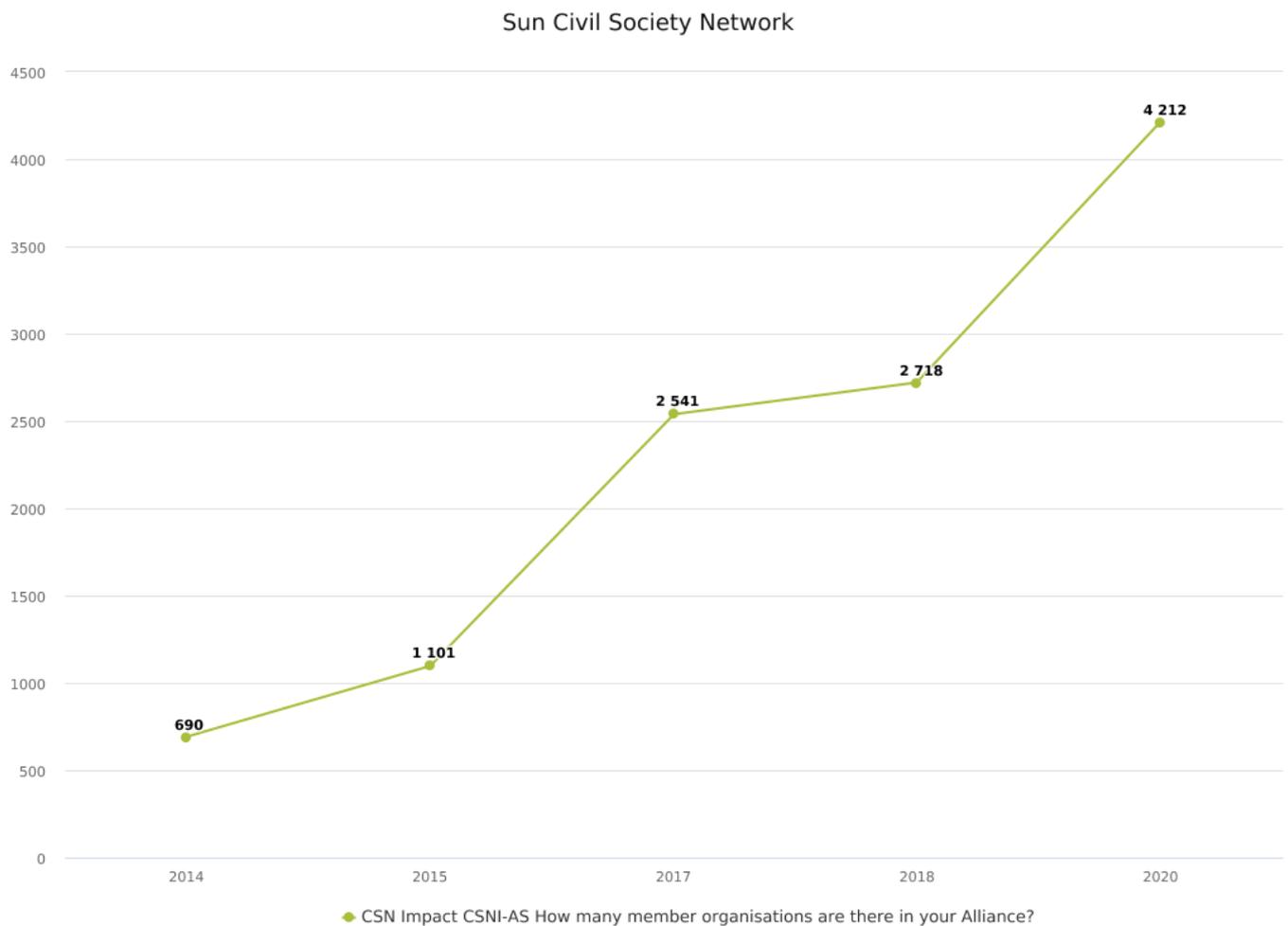
Manque de communication entre les parties prenantes, pas de communication en personne, pas de formations, de réunions, de distribution de matériel d'information à cause de la COVID-19. Les problèmes se sont transformés en nouvelles opportunités, nous avons découvert les outils de communication en ligne. » (Kirghizstan)

« Le réseau des ASC du Mouvement SUN a augmenté la fréquence des réunions du conseil d'administration de trimestrielle à mensuelle afin d'avoir des discussions sur la réponse à la COVID-19 et de documenter qui fait quoi et où. » (Kenya)

Membres

4 212 organisations membres à travers le monde (44 pays) (réf)

Le nombre de membres des ASC ne cesse d'augmenter. (réf).



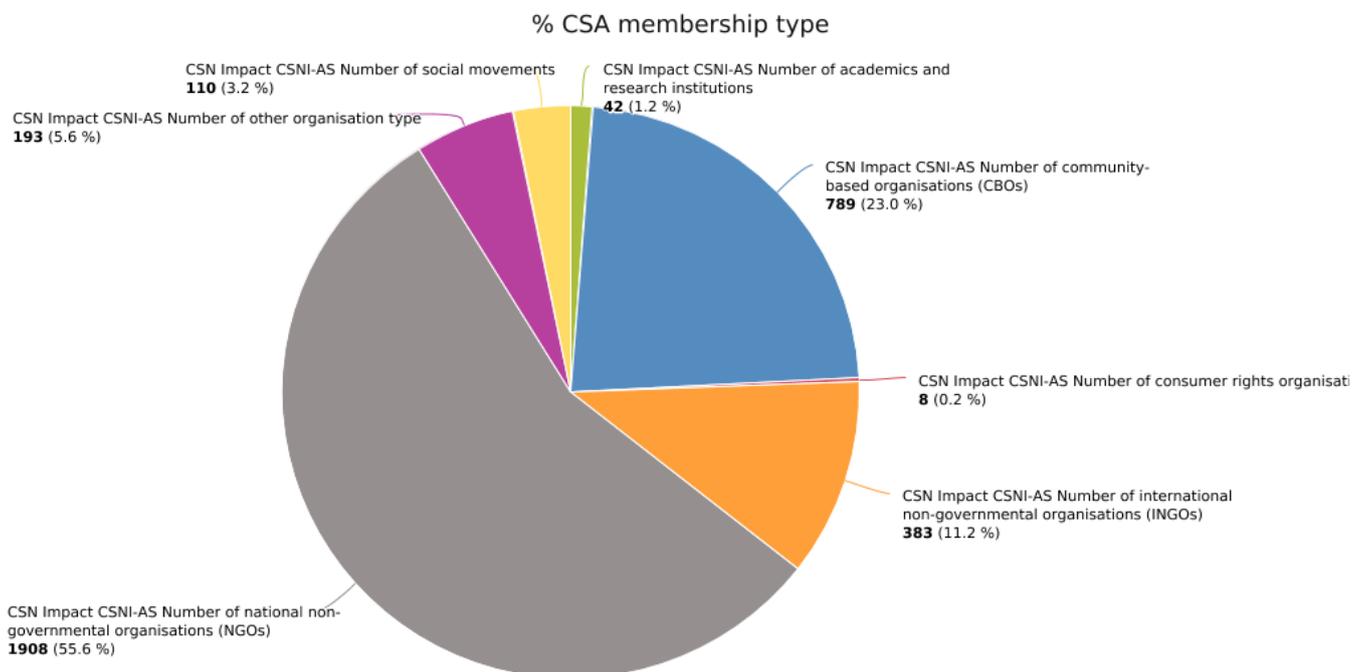
Composition des membres

Plus de 80 % des membres sont des ONG et des organisations communautaires ; ONG internationales = 11 %. ([réf](#))

Autres types de membres :

Milieu universitaire (13 ASC), mouvements sociaux, droits des consommateurs (réf [mondial](#) ou [par pays](#) et [carte](#))

(CPA) progression des adhésions : à partir de 2018, on note une forte augmentation des membres des ONG/CBO. Cela peut être lié aux ressources à la disposition des ASC (Fonds communs) ([réf](#)).



Obstacles à la participation des membres

Les obstacles à la participation des membres sont : [\(ref\)](#)

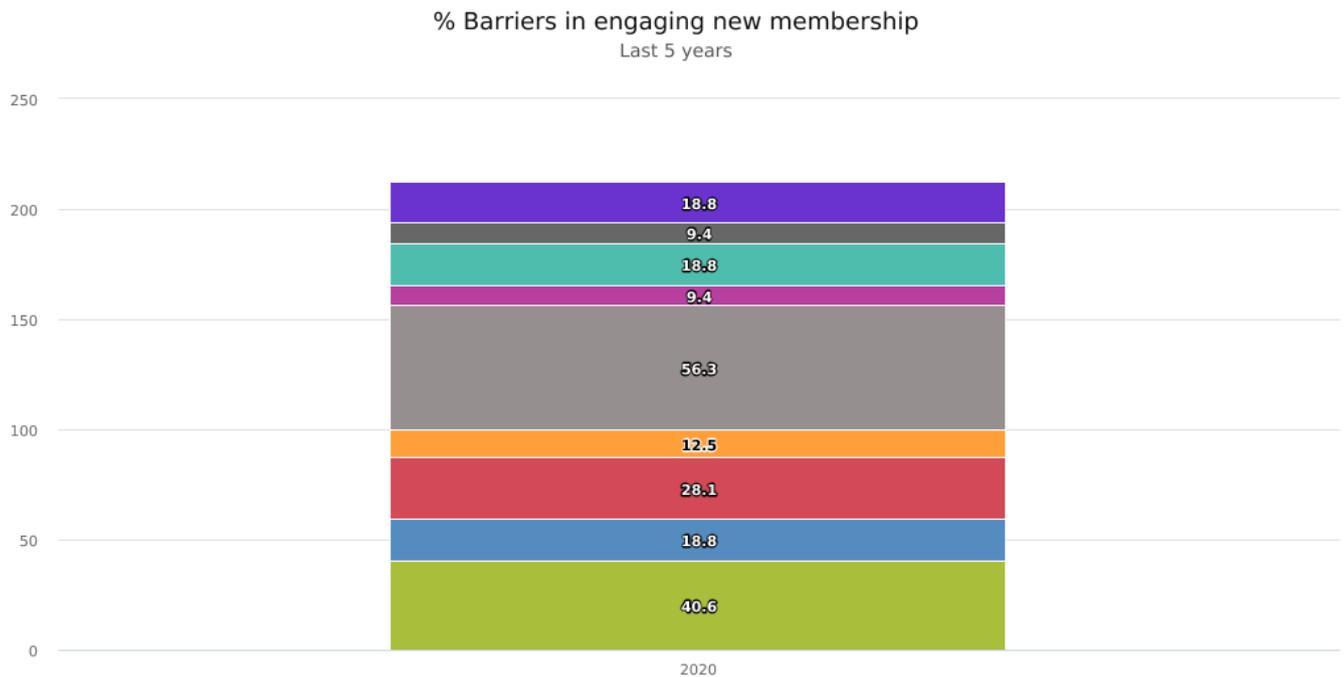
- Manque de financement (60 %)
- Peu de capacités ou de temps pour participer (40 %)
- Manque de compréhension du rôle du SUN/des ASC et des avantages potentiels (30 %)

Autres facteurs (20-10 %) : barrières logistiques/technologiques, manque de clarté du mécanisme d'adhésion, manque de clarté au sujet des orientations thématiques ou des priorités des OSC.



Obstacles à la participation des membres

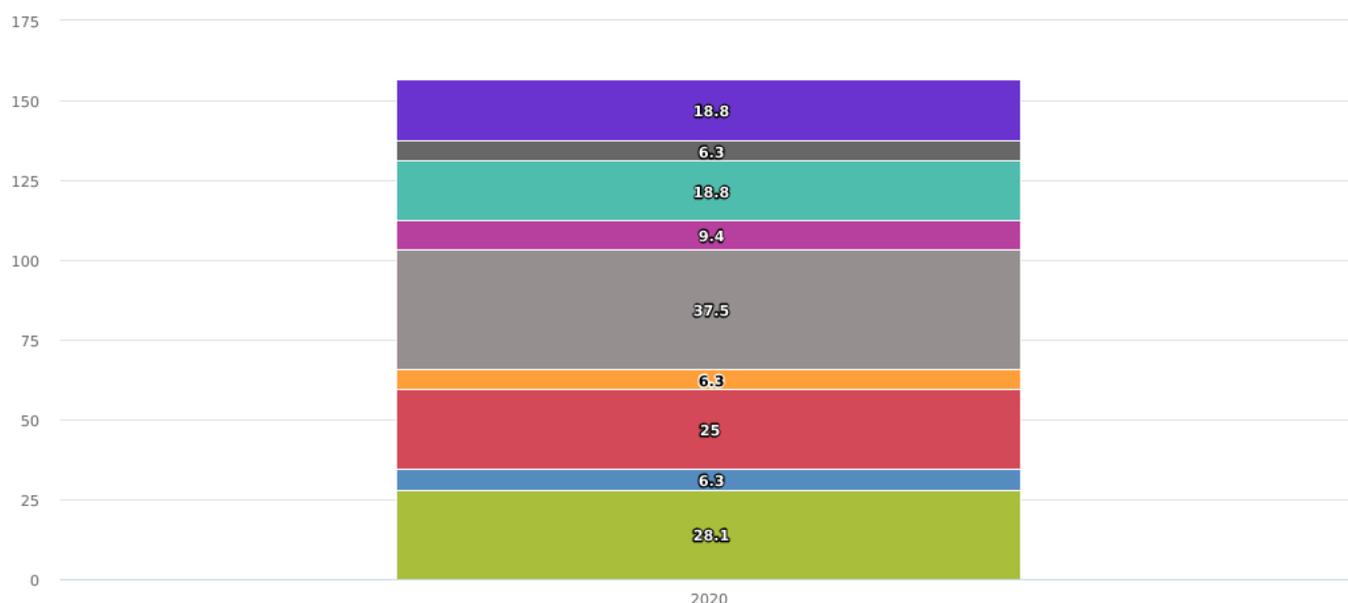
Obstacles à la participation de nouveaux membres (ref)



- CSA limited human capacity/time to reach/engage members
- CSA unclear membership mechanisms/criteria
- CSOs lack of info about the CSA and potential benefits in joining
- CSOs unclear Governance/Ethical principles
- Lack of funding
- Lack of visibility of SUN
- Legal restrictions
- Other
- Political restrictions
- Unclear thematic focus and priority of the CSO
- technological/geographical barrier (internet; distance)

Obstacles à la participation des membres existants [\(réf\)](#)

% Barriers for existing membership engagement
Last 5 years



- CSA limited human capacity/time to reach/engage members
- CSOs lack of info about the CSA and potential benefits in joining
- Lack of funding
- Legal restrictions
- Political restrictions
- technological/geographical barrier (internet; distance)
- CSA unclear membership mechanisms/criteria
- CSOs unclear Governance/Ethical principles
- Lack of visibility of SUN
- Other
- Unclear thematic focus and priority of the CSO

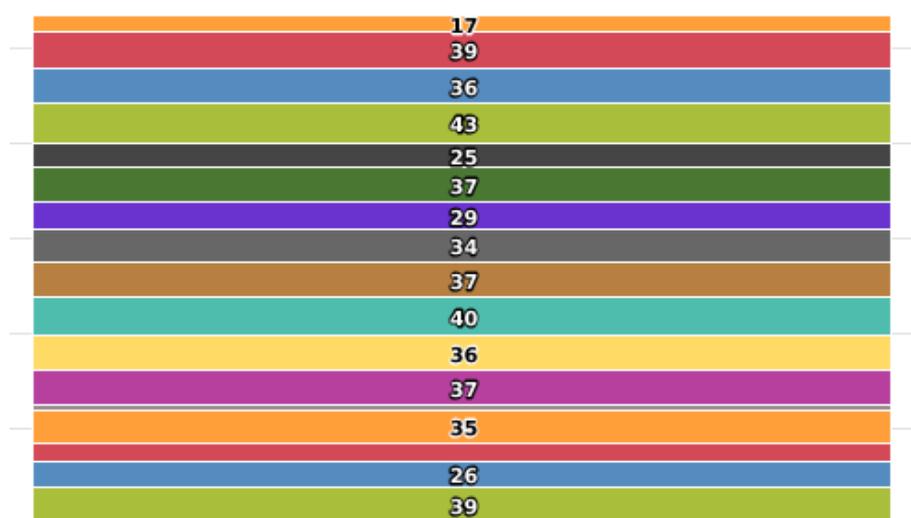
Orientation thématique des membres des OSC

Les domaines d'orientation thématique des organisations membres des ASC couvrent de nombreux sujets spécifiques ou sensibles à la nutrition. Même si cela permet d'aborder la nutrition de manière intégrée, cela pose également des problèmes de compréhension et

de priorisation différentes des interventions nutritionnelles et crée parfois des obstacles à la communication. ([ref](#))

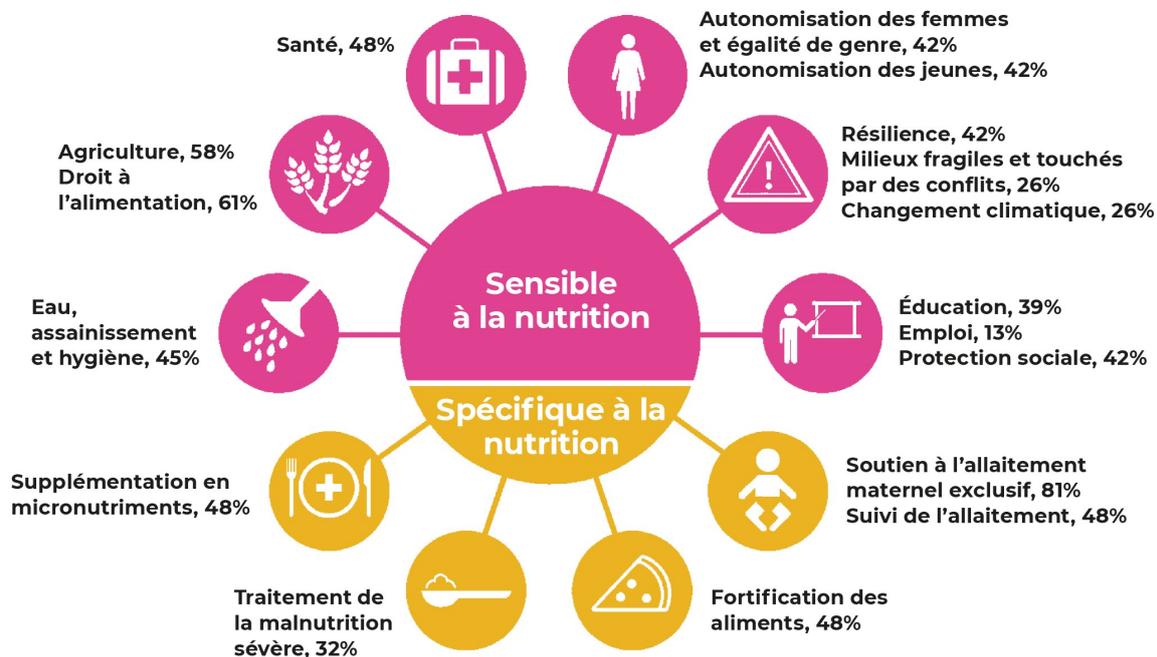
CPA : Depuis 2017, nous avons noté que davantage de membres d'OSC se concentrent sur la résilience, la question des BMS et la participation des jeunes.

Workplan thematic areas by organisation unit
Globally, Last 5 years



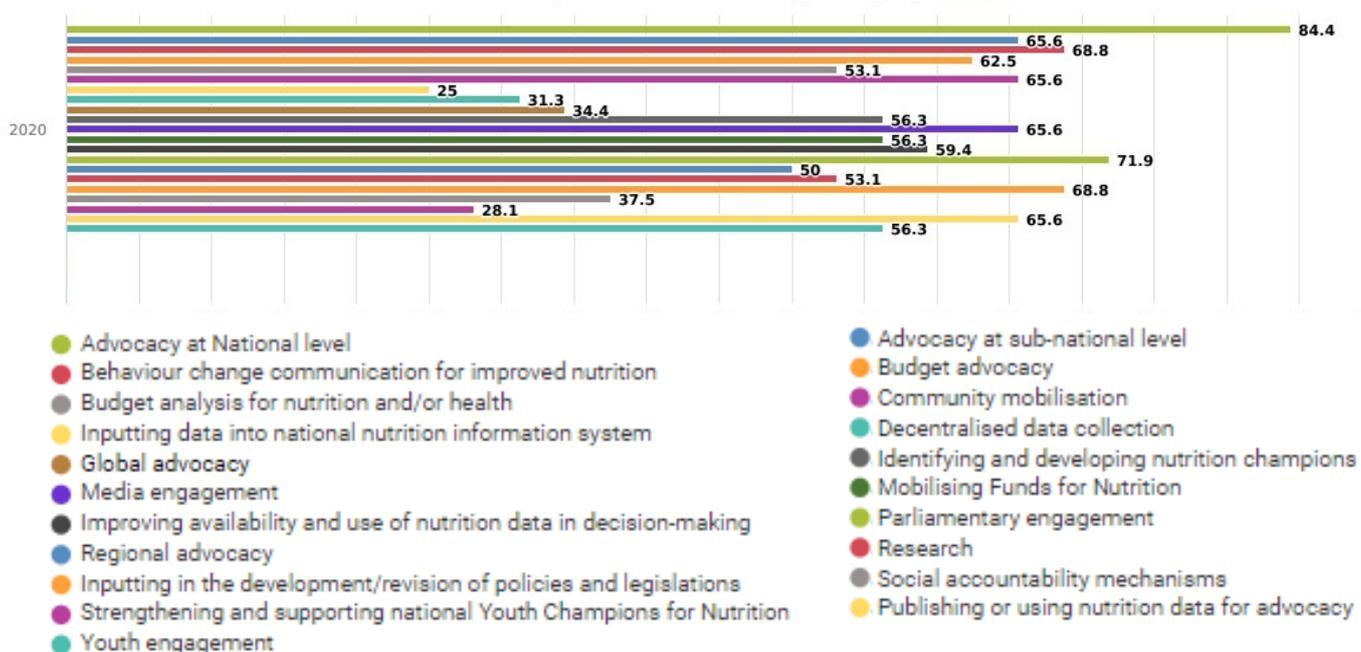
- Agriculture - improving production and access to nutritious food and supporting small farms as a source
- Climate change and adaptation
- Conflict affected areas and fragility
- Education
- Employment
- Food fortification
- Improving access to clean water and sanitation
- Improving access to healthcare
- Micronutrient supplementation
- Monitoring of Breast Milk Substitute marketing code and associated world health assembly resolutions
- Resilience building - establishing a stronger, healthier population and sustained prosperity to better end
- Right to food and nutrition
- Social protection
- Support for exclusive breastfeeding up to 6 months of age and continued breastfeeding
- Treatment of severe acute malnutrition
- Women's empowerment and gender equity
- Youth empowerment

SUR QUELLES INTERVENTIONS LES MEMBRES DE L'ASC TRAVAILLENT-ILS?



Source: Basé sur 31 réponses d'ASC à l'enquête annuelle de 2020.

% Workplan areas chosen by category 2020



Intervention technique des ASC en 2020

Les priorités mentionnées dans le plan de travail des ASC amèneront les membres des OSC à coordonner leurs efforts dans les domaines suivants :

- Plus de 80 % des ASC entreprennent des efforts de plaidoyer.
- Plus de 60 % des répondants réalisent des activités dans les domaines du plaidoyer budgétaire, de la mobilisation parlementaire, et de l'élaboration ou de la révision de politiques et législations.
- Plus de 50 % des ASC entreprennent des activités dans la mobilisation communautaire, le changement de comportement, la communication, la mobilisation des médias et la coopération avec les champions de la nutrition.
- Alors que plus de 50 % des plans de travail des ASC se concentrent sur l'autonomisation des jeunes, moins de 30 % se concentrent spécifiquement sur les jeunes champions de la nutrition.
- 40 % des répondants se concentrent sur les mécanismes de responsabilité sociale. ([ref](#)) Les efforts des ASC en matière de gouvernance et de renforcement des capacités ne sont pas mis en évidence ici, mais les ASC signalent qu'il s'agit de domaines d'intervention et de réalisations essentiels (voir la section réalisations).

Données et chiffres clés : structures de gouvernance

85 % des ASC qui ont répondu au questionnaire ont mis en place un **coordinateur**, pour la plupart à « plein temps ».

Moins de 70 % des ASC hébergées ont mis en place un **protocole d'accord** avec leur organisation d'accueil.

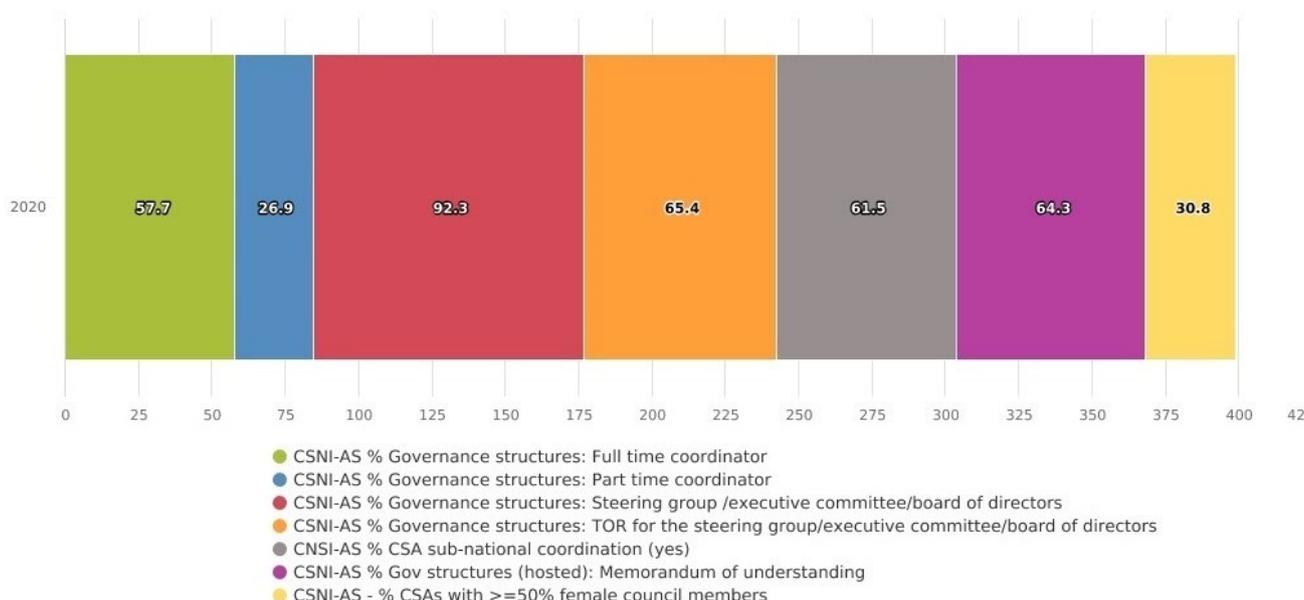
>90 % ont mis en place un **organe directeur**, mais 64,5 % seulement ont des termes de référence pour ce groupe (outil)

30,8 % des ASC observent la **parité hommes/femmes** dans la structure des organes directeurs. ([réf](#))

>60 % des ASC ont mis en place des **structures décentralisées** ([carte](#) ou [détails](#))

% Governance structures in place by category and year

Annual survey fully filled: 26 selected



Coordination et intervention décentralisées des ASC



65 % des ASC disposent de **structures de coordination infranationales**.

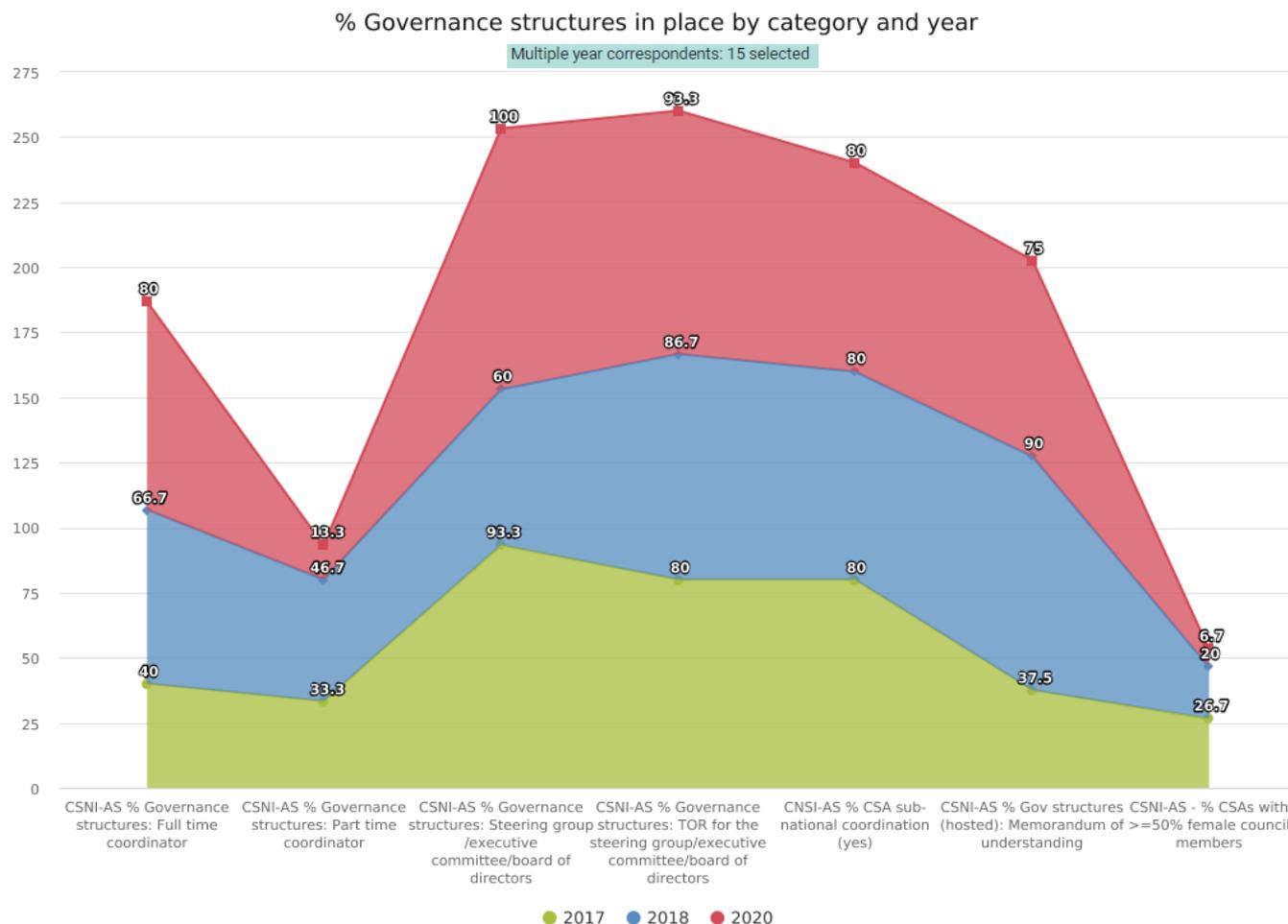
85 % des ASC entreprennent des **interventions infranationales** ([réf](#) pour plus de détails)

Types d'interventions menées au niveau infranational ([réf](#) & [doc](#))

- plaidoyer (46 %)
- renforcement des capacités (46 %)
- contribution au plan national de nutrition et suivi de ce plan (23 %)
- 20 % ou moins : changement de comportement, participation des jeunes, PMP, mobilisation communautaire, plaidoyer et analyse budgétaire, recherche, redevabilité



Données et chiffres clés : structures de gouvernance (CPA)



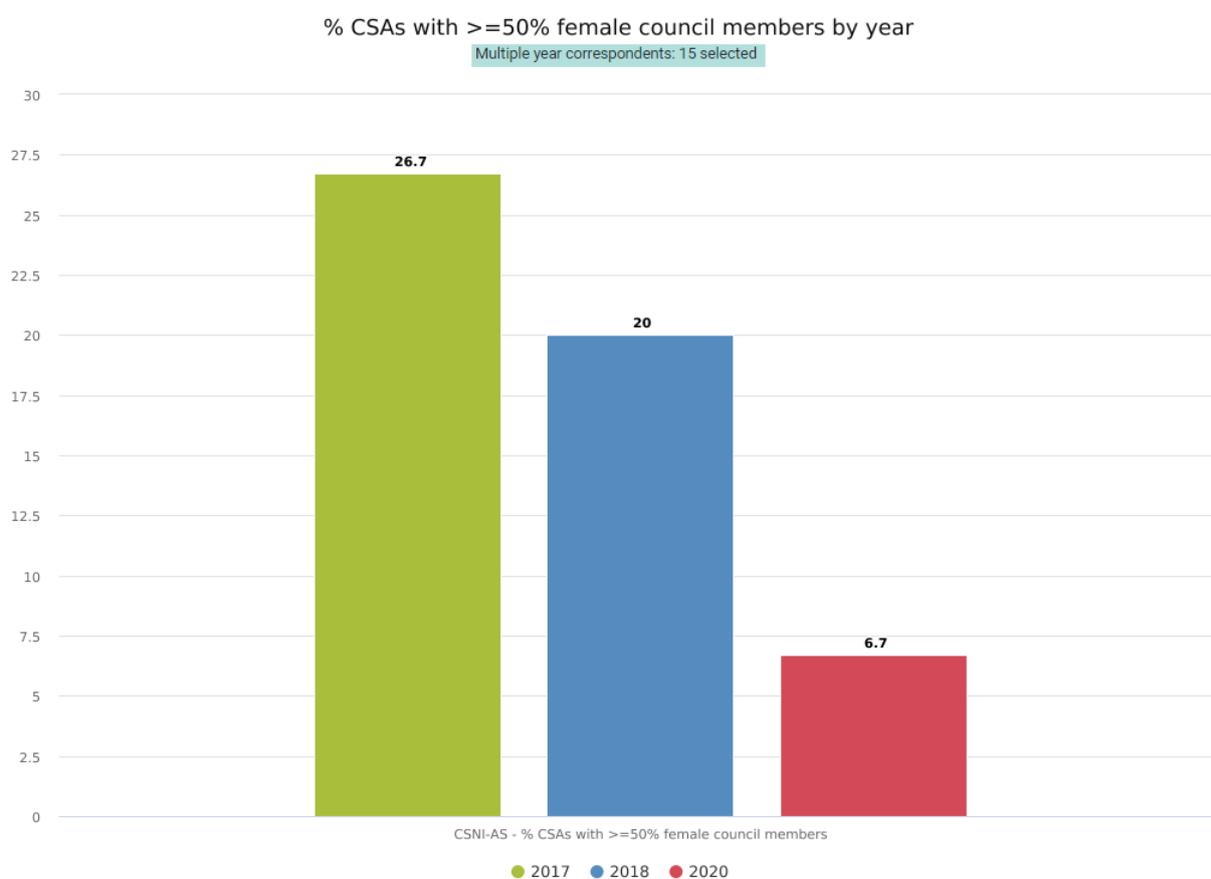
Améliorations dans la plupart des structures de gouvernance des ASC ([réf](#))

MAIS la **représentation des femmes et des jeunes** reste une priorité essentielle pour garantir que toutes les voix sont également représentées, écoutées et prises en compte.

Structures des ASC : parité hommes/femmes au sein de l'organe directeur

- 30,8 % des ASC = parité hommes/femmes
- 8 ASC sur 31 alliances = 50 % ou plus, 11 ASC = 40-50 %. 5 ASC >30 % et 6 n'ont pas répondu.

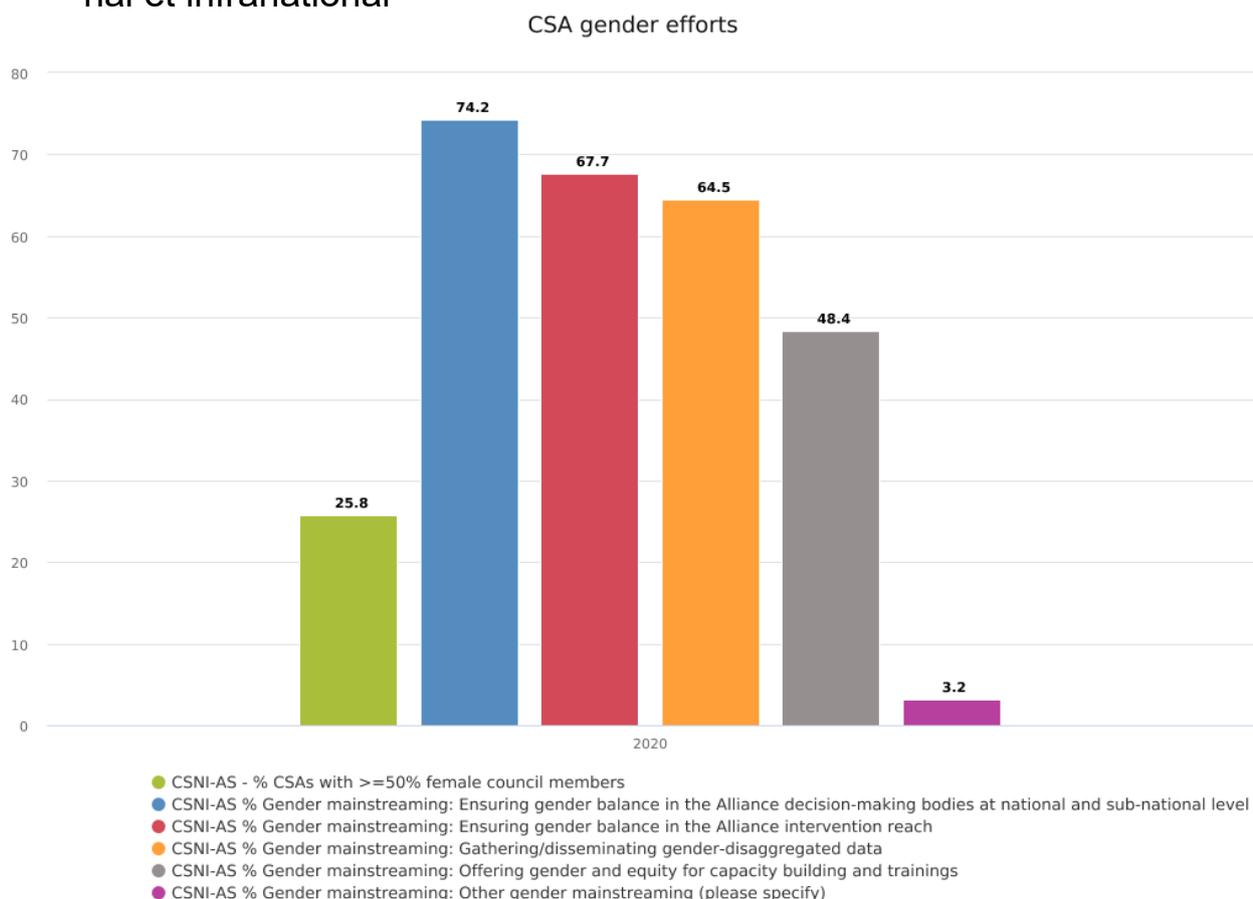
Au cours des 4 dernières années, le nombre de femmes dans les organes directeurs a diminué (CPA) ([réf](#))



Structures des ASC : parité hommes/femmes au sein de l'organe directeur

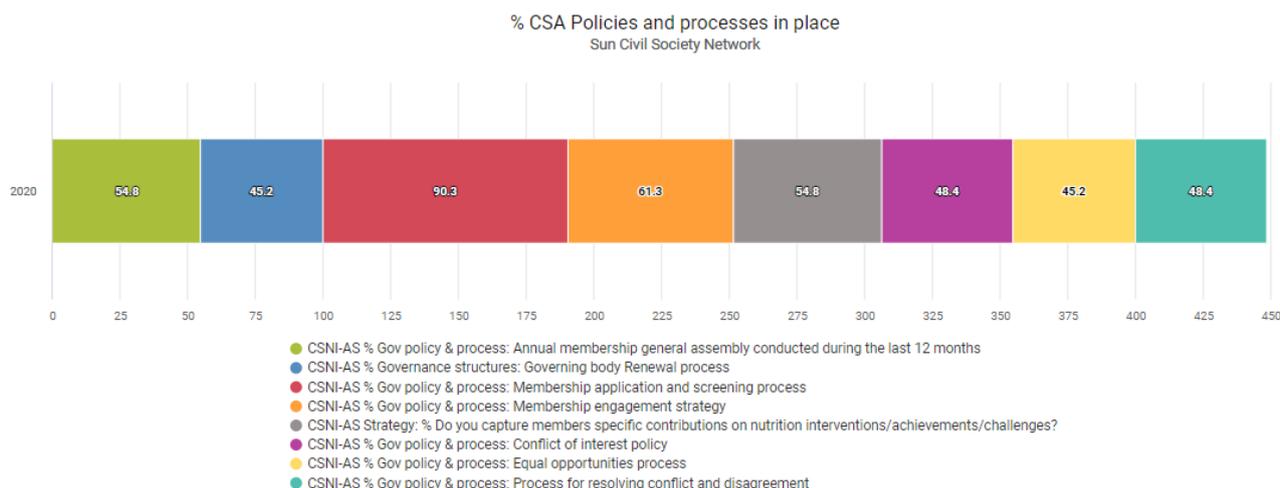
Efforts des ASC en matière de parité en 2020 (réf) :

- 45,2 % des ASC ont des processus d'égalité des chances en place (14 ASC)
- 73,3 % assurent la parité hommes/femmes dans la prise de décision aux niveaux national et infranational



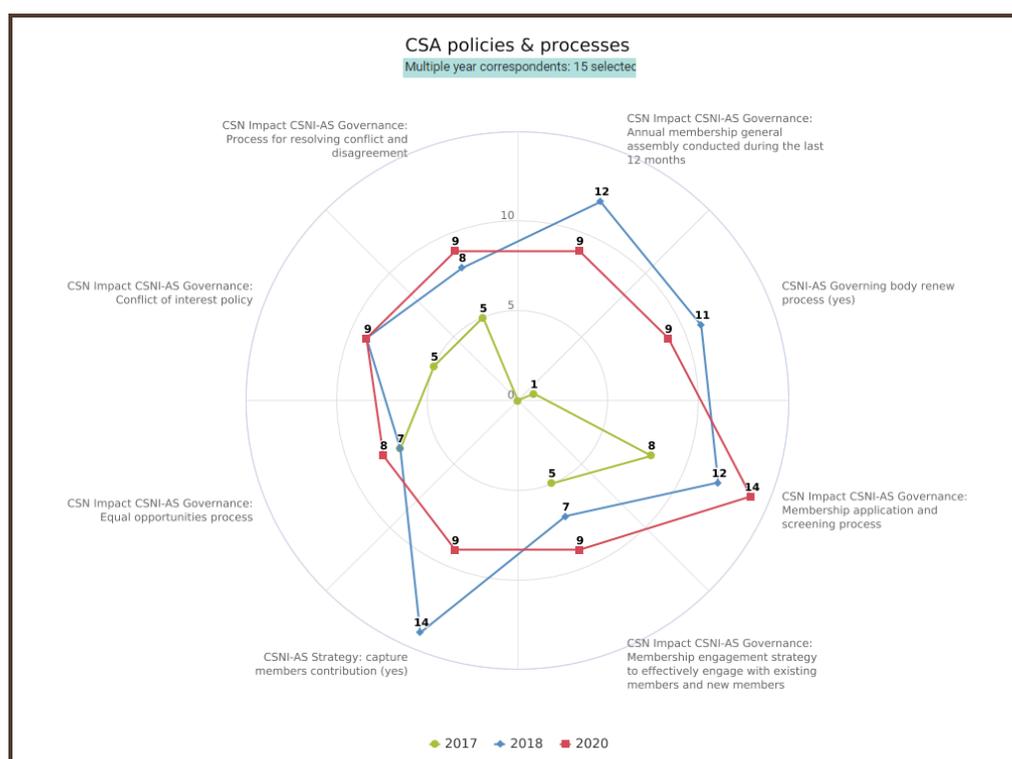
Données et chiffres clés : processus de gouvernance

- 90 % ont mis en place un processus transparent pour les nouveaux membres et >60 % ont une stratégie pour faire participer les membres.
- Moins de 60 % des ASC ont tenu une assemblée générale annuelle des membres en 2020 et moins de 50 % ont procédé au renouvellement de leur organe directeur au cours des trois dernières années.
- Plus de 50 % enregistrent la contribution des membres des OSC aux interventions/ réalisations/défis de la nutrition.
- Moins de 50 % ont mis en place une politique sur les conflits d'intérêts ou un processus de résolution des conflits (réf)



Données et chiffres clés : (CPA) processus de gouvernance des ASC

- « Processus de sélection des membres/de demande d'adhésion » = mis en place par 100 % des ASC
- Stratégie de participation des membres → augmentation du nombre de membres dans toutes les ASC
- Renouvellement des membres du comité directeur (au moins une fois tous les 3 ans) (62,5 % en 2020, contre 50 % en 2018)
- Les ASC ont organisé l'assemblée générale annuelle des membres. 50 % seulement des ASC ont réussi à organiser une AGA virtuelle/en face à face en 2020 contre 75 % en 2018.
- Diminution du nombre d'ASC « qui ont enregistré les réalisations des membres en matière de nutrition » (souvent pendant l'AGA)



Indice de gouvernance des ASC

- **Dans l'ensemble, le niveau de gouvernance des ASC pour 2020 est « géré »**
- Grande diversité parmi les ASC, mais dans l'ensemble, elles sont bien gérées.

Chaque ASC peut trouver [son propre score](#) ici et [des détails pour les 27 indicateurs ici](#))

L'indice de gouvernance est un outil d'auto-évaluation développé par le groupe de travail SC MEAL et lancé fin 2020. Seuls les ASC et le Secrétariat du RSC peuvent y accéder et il sert à soutenir les efforts de renforcement de la gouvernance.

L'indice de gouvernance peut être combiné avec deux autres indices :

Indice d'inclusion

Indice de durabilité

[Plus d'informations ici](#)



Données et chiffres clés : outils de gouvernance

- Plus de 90 % ont une liste de membres mise à jour
- Plus de 83 % ont des termes de référence ou une constitution d'ASC et 60 % ont une stratégie d'ASC actualisée
- 50-60 % des ASC disposent d'un plan de travail et d'un rapport d'activité actualisés
- 30 % ont un cadre MEAL et un plan de durabilité ([ref](#))



Connaissances des ASC au sujet du code et des réglementations sur les substituts du lait maternel

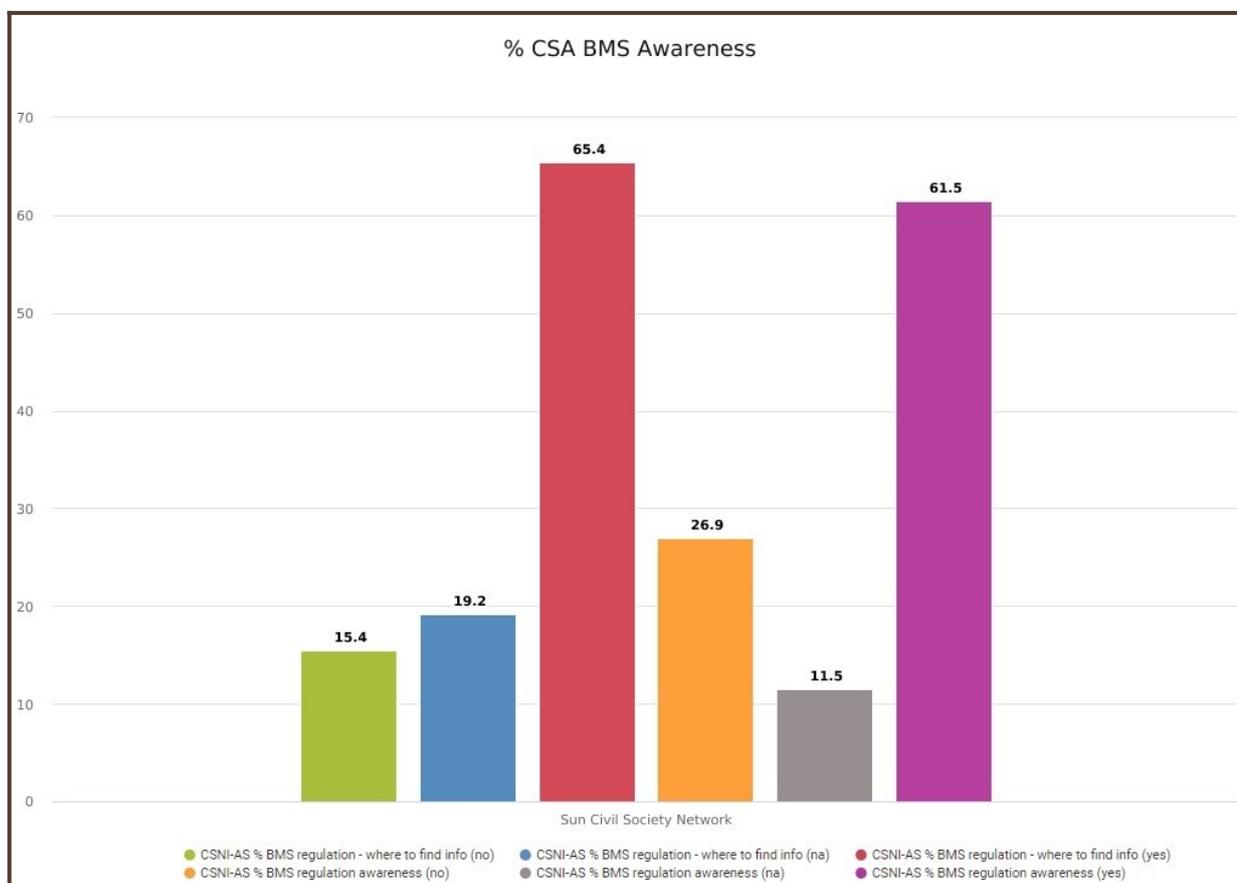
Surveillez-vous si les membres de l'Alliance connaissent et respectent les règles du code de commercialisation des substituts du lait maternel ?

→ « OUI » 61,5 %

L'Alliance veille-t-elle à ce que tous les membres sachent où trouver des informations sur les règlements du code de commercialisation des substituts du lait maternel ?

→ « OUI » 65,4 %

Actuellement, 3 ASC collaborent avec le secteur privé sans avoir de politique de conflits d'intérêts, mais elles déclarent connaître le code BMS ([réf.](#)).



Collaboration avec les réseaux nationaux SUN et les PMP

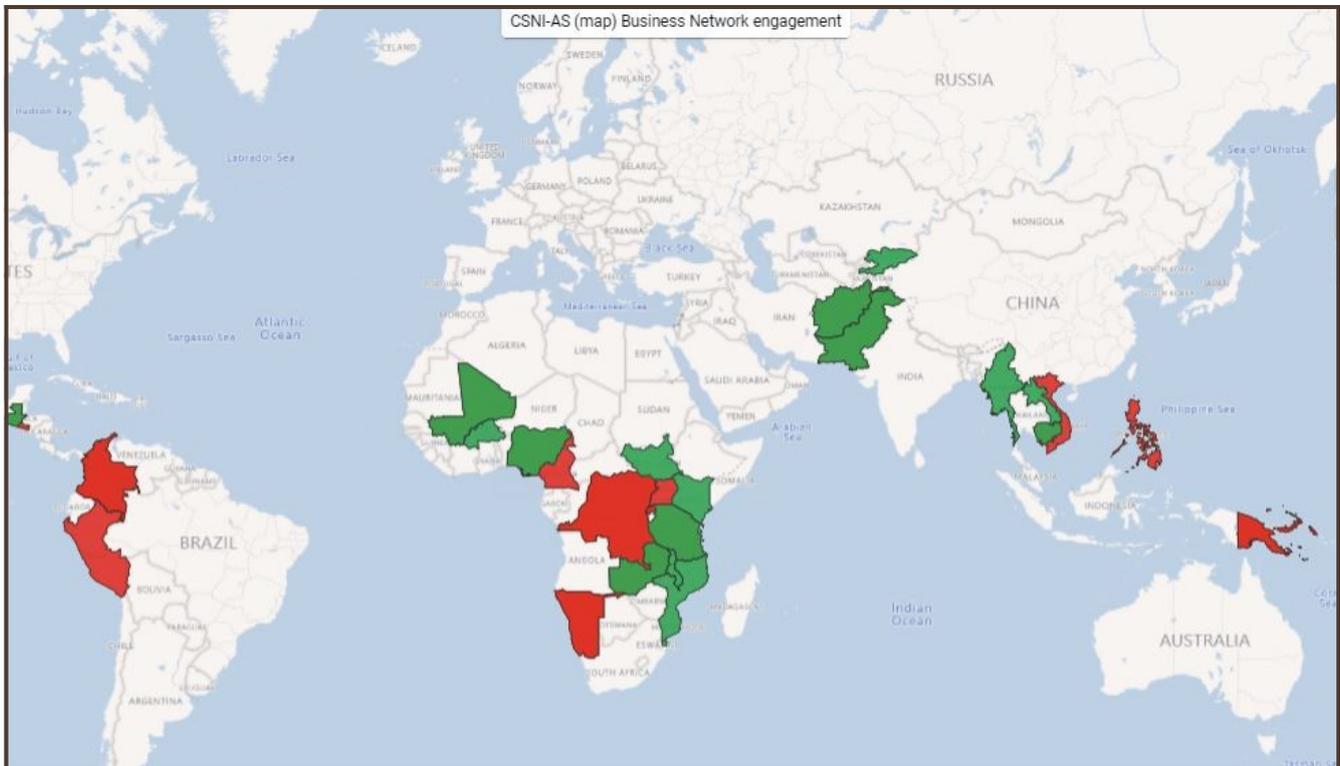
Toutes les ASC ne collaborent pas avec les réseaux SUN (réf).

- Parmi les répondants, les ASC collaborent avec le SBN et les réseaux nationaux de donateurs dans moins de 60 % des cas.
- 90 % des répondants collaborent avec les points focaux SUN et le réseau SUN-ONU
- 34 %* des répondants collaborent avec 3 réseaux et PF, notamment : Afghanistan, Cambodge, Guatemala, Mali, Mozambique, Myanmar, Nigeria, Pakistan, Tanzanie, Zambie (réf) pour tous les autres pays, au moins un réseau n'est pas

L'absence de collaboration avec un réseau national peut avoir plusieurs causes : 1) aucun réseau établi 2) aucune communication entre les 2 parties (faible fonctionnalité des PMP-SUN) 3) faible fonctionnalité du réseau. (réf/par pays et Indice de fonctionnalité 2020, réf : détails de la relation)

CPA : la plupart des pays qui avaient établi une collaboration en 2018 ont maintenu le même niveau de collaboration et dans quelques cas ils l'ont même améliorée. (réf)

Collaboration des ASC avec les réseaux SUN 2020 : réseau du secteur privé SUN



Au **Malawi**... L'Alliance coordonne et collecte des fonds en partie pour la mise en œuvre des activités du SBN.

Au **Kenya**... L'ASC participe au Secrétariat du SBN et le SBN est représenté au comité exécutif de l'ASC. Ils planifient et exécutent des activités ensemble.

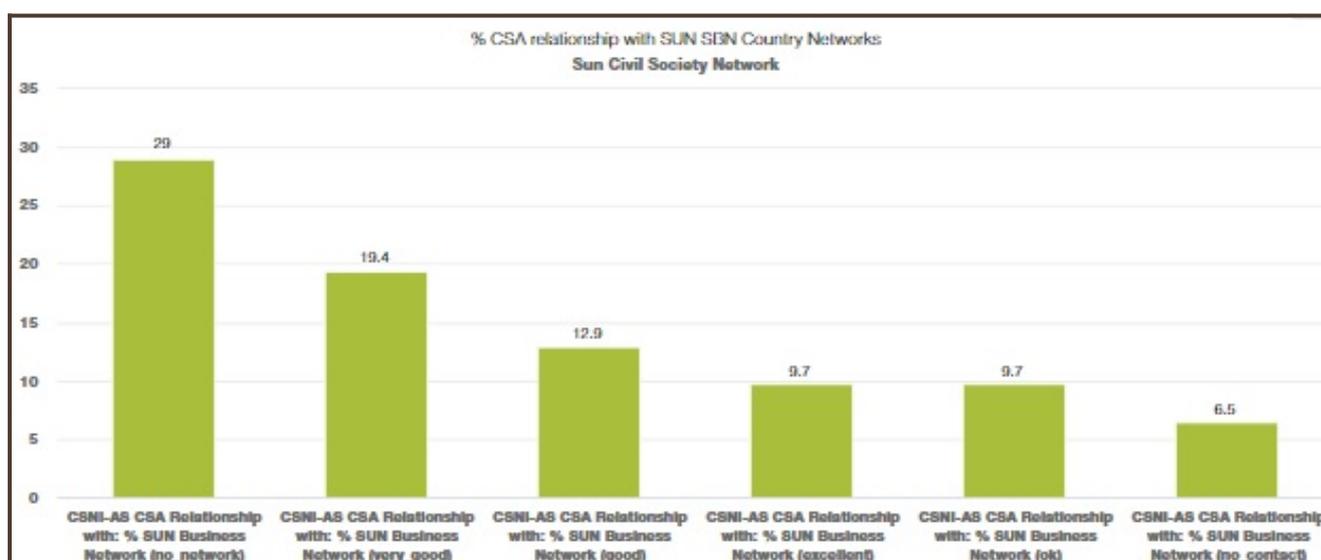
Au **Cambodge**... Le réseau du secteur privé est en train de se mettre en place, mais nous nous consultons régulièrement et nous avons été très impliqués dans ce processus.

Au **Nigeria**... Partenariats entre les membres de CS-SUNN et le réseau du secteur privé aux niveaux infranationaux.

Collaboration des ASC avec les réseaux SUN 2020 : réseau du secteur privé SUN

En **Ouganda, au Vietnam et aux Philippines** le SBN est bien établi, mais les ASC déclarent n'avoir aucun contact/aucun réseau. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'ASC indique qu'il n'existe « aucun réseau » et que le SBN se situe à un « stade initial » (réf [Indice de fonctionnalité 2020](#))

Les ASC collaborent avec le secteur privé par l'intermédiaire du SBN et au-delà. Les ASC peuvent servir de point de départ à la mise en place d'un SBN national, par ex. **Rwanda, RDC, Namibie**. Ou à l'élargissement du SBN.



Collaboration des ASC avec les réseaux SUN 2020 : réseau des Nations Unies



Au Kirghizstan... Ils nous invitent à toutes les réunions et sessions de formation, répondent aux initiatives de l'Alliance et nous invitent aux réunions des donateurs. Nous avons participé à la discussion portant sur l'analyse budgétaire avec l'Alliance.

Au Salvador... Nous avons coordonné la formulation d'un projet et

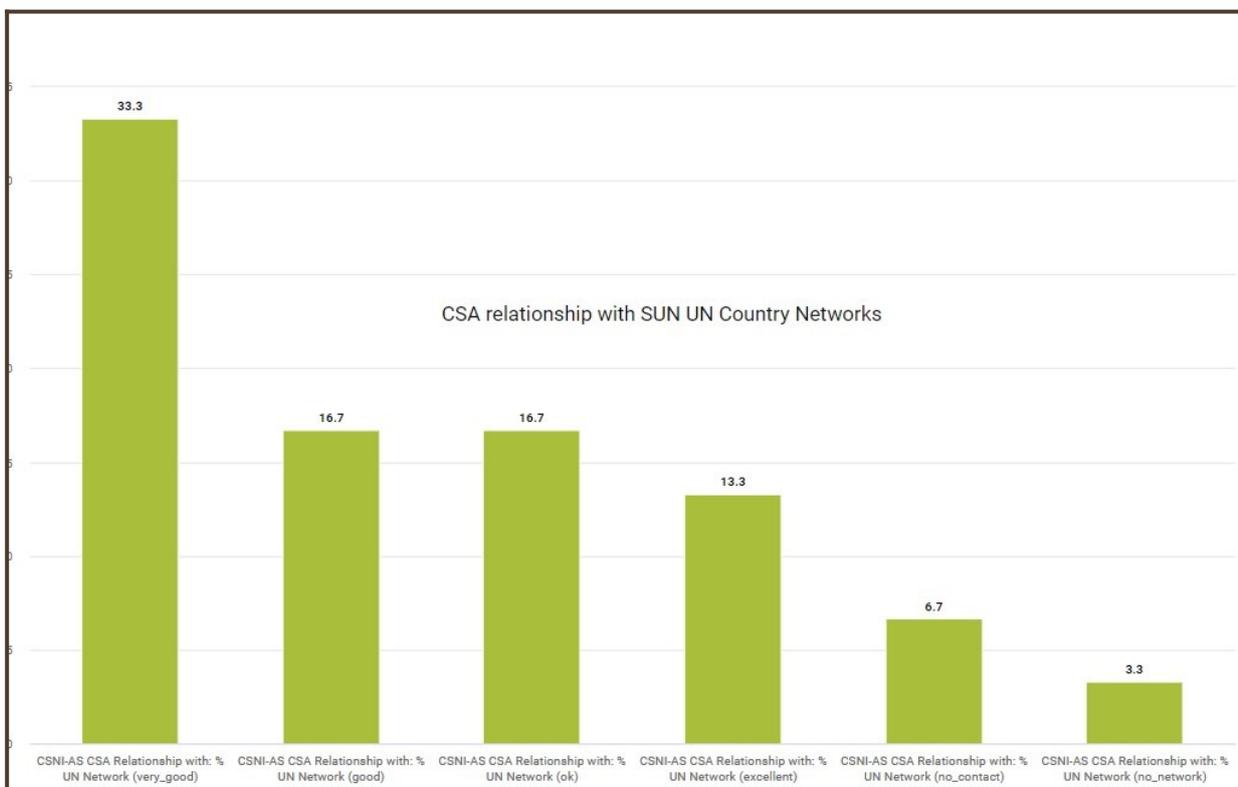
participé activement aux événements NutrES.

Il serait possible d'améliorer la relation en partageant des informations, notamment sur les ressources et les opportunités offertes par le réseau des Nations Unies.

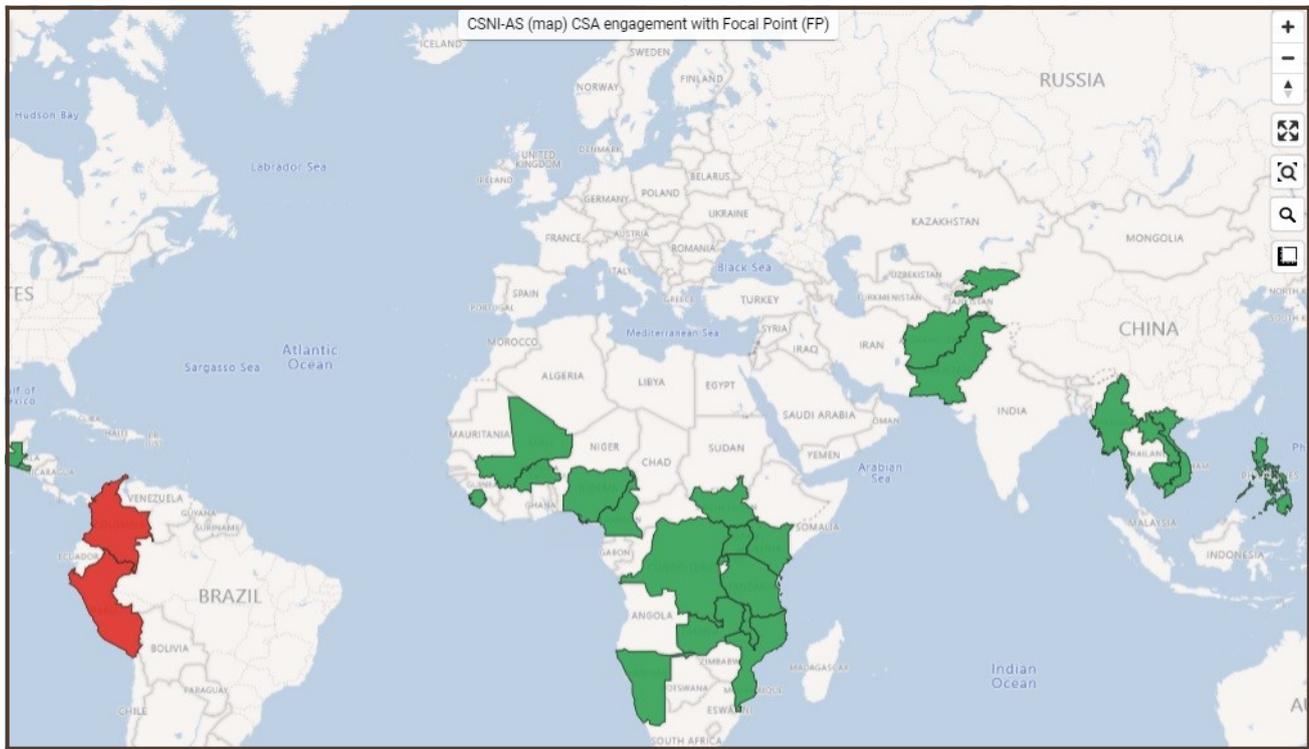
Le réseau des Nations Unies estime que l'ASC est un concurrent plutôt qu'un partenaire en ce qui concerne les actions de plaidoyer (Indice de fonctionnalité SUN 2020). Toutes les ASC qui ont répondu à l'enquête ont indiqué qu'un Réseau des Nations Unies était soit établi (70 %) soit en cours (30 %).

70 % des ASC ont des relations bonnes ou excellentes

30 % des ASC n'ont pas de contact avec le réseau des Nations Unies ou n'ont pas connaissance de son existence ou ont des contacts avec le réseau, mais indiquent que la relation pourrait être améliorée.



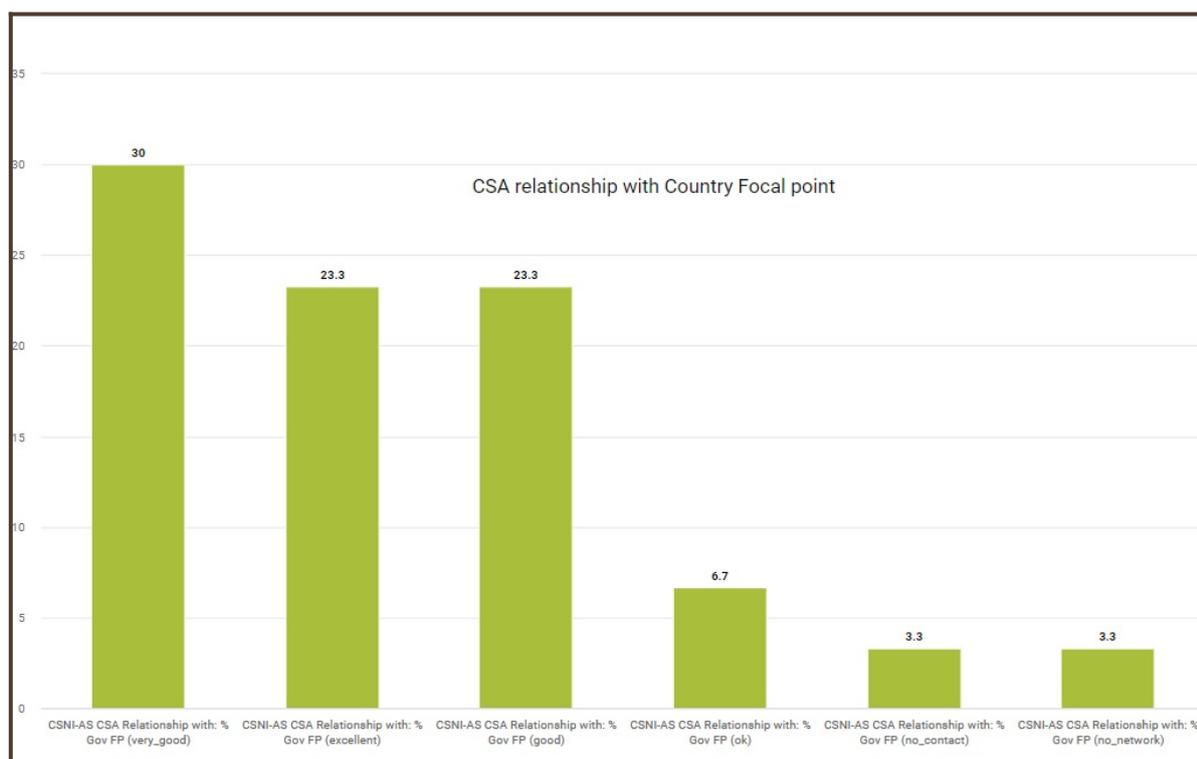
Collaboration des ASC avec les réseaux SUN 2020 : point focal du gouvernement



Au Malawi... le point focal du gouvernement fait participer la CSONA aux principales révisions des politiques et des plans.

En Sierra Leone... communications régulières, interactions stratégiques, actions de plaidoyer communes, rapports.

Aux Philippines... Le point focal apporte des contributions au PPAN, participe et contribue aux réunions avec le PF du gouvernement, et trouve des moyens d'aider à relayer les informations du PF du gouvernement national aux agences gouvernementales infranationales.



Les changements permanents de PF ne permettent pas une relation fluide.

Deux ASC ne sont pas connectées au PF national (lorsqu'il existe).

Les relations entre les ASC et le PF Gov SUN (lorsqu'il existe) se situent entre bonnes et excellentes.

Les changements fréquents de point focal entraînent des perturbations majeures.

Ceci doit être considéré dans un contexte où 29 % des difficultés rencontrées par les ASC l'année dernière étaient également liées à : « la rotation du personnel gouvernemental » et « un contexte politique difficile ». (29 % des ASC)

Collaboration des ASC avec les réseaux SUN 2020 : réseau des donateurs



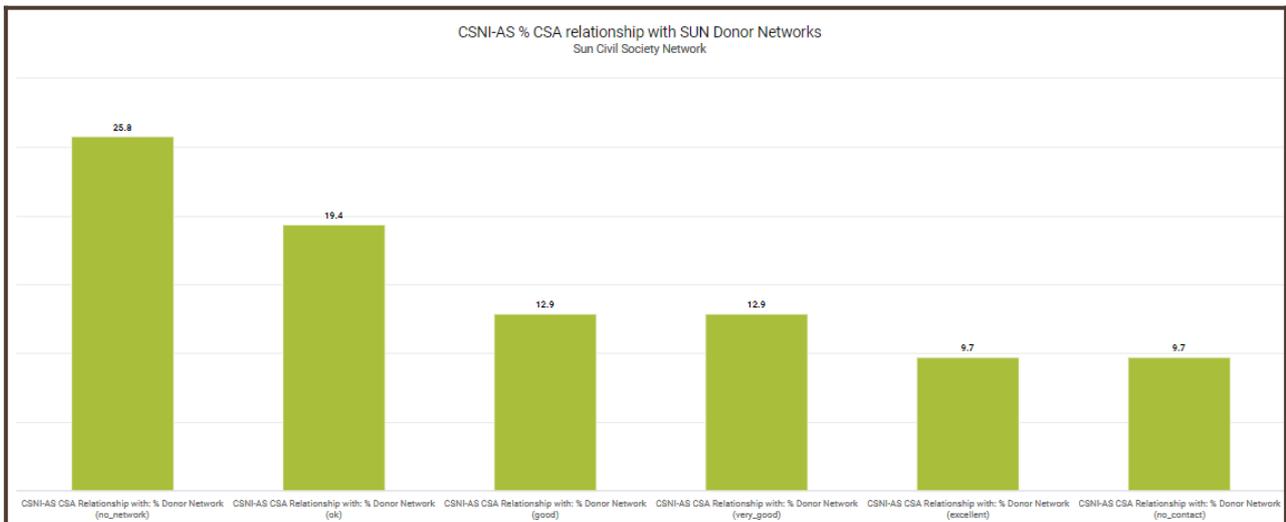
Au Pakistan... « Il serait possible d'améliorer la relation en partageant des informations, notamment sur les ressources et les opportunités offertes par le réseau des donateurs. »

En Tanzanie... PANITA reçoit des lettres d'appui pour des opportunités de financement, participe aux réunions des partenaires du développement sur la nutrition, ainsi qu'au partage d'expériences et à la consultation sur la mise en œuvre d'interventions nutritionnelles au niveau communautaire.

10 ASC (38 % des répondants) comptent sur un « coordinateur des donateurs » officiel. Les relations avec les coordinateurs des donateurs sont principalement qualifiées de « bonnes » ou « très bonnes ».

1 ASC déclare qu'elle n'a aucun contact.

6 ASC entretiennent de bonnes relations avec les donateurs (qui ne sont pas officiellement des coordinateurs)



Suggestions et obstacles à la collaboration interréseaux de SUN et des PMP

Collaboration interréseaux, **suggestions d'amélioration** par ordre de pertinence ([réf](#) et diapositive suivante) :

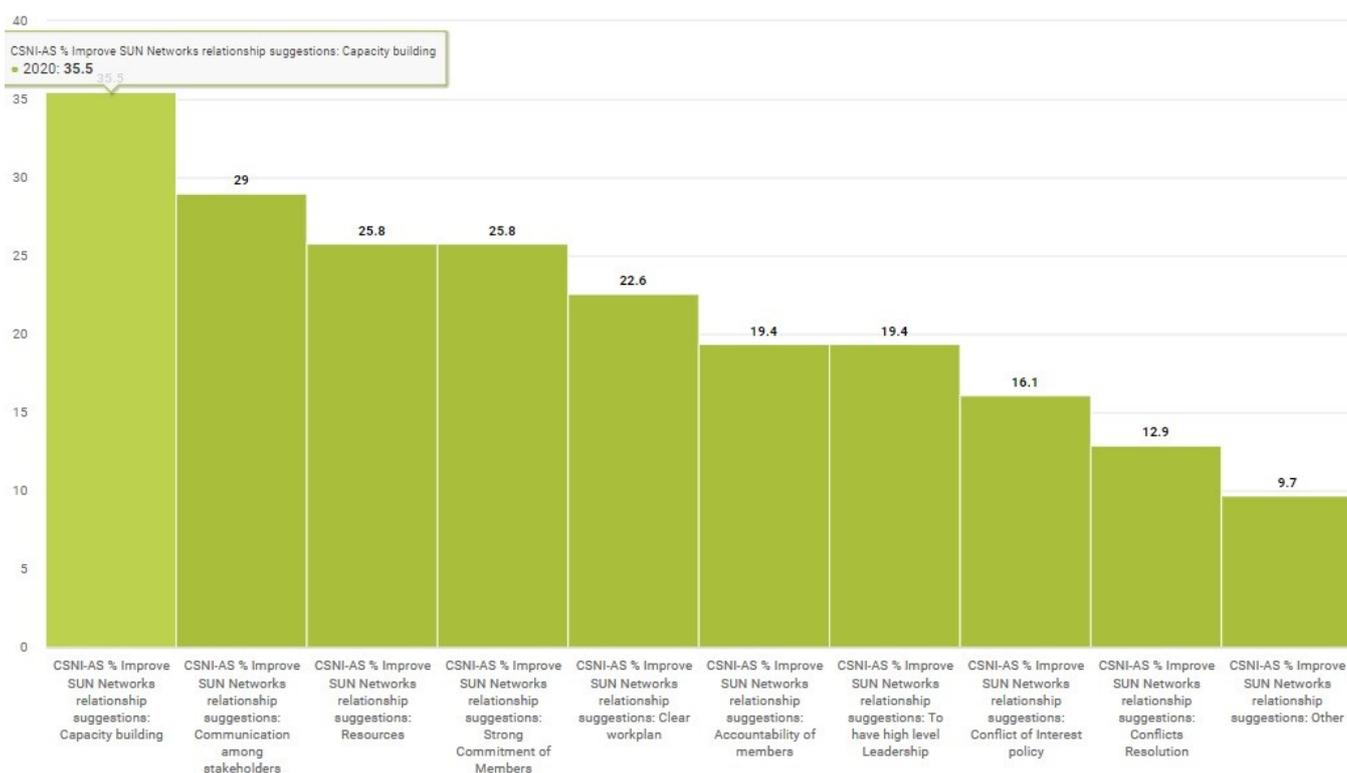
1. Renforcement des capacités
2. Communication entre les parties prenantes ; disponibilité des ressources ; participation accrue des membres
3. Plan de travail clair et redevabilité ; leadership de haut niveau ; résolution des conflits d'intérêts et des conflits

Facteurs favorables pour une meilleure collaboration entre la société civile et les PMP ([réf](#) et diapositive suivante)

- Les plateformes servent à gérer et à partager les connaissances (11 %)
- Rôles, responsabilités et objectifs clairs au sein de la PMP (10 %)
- Meilleures communications avec les parties prenantes externes (13 %) et, pour les ASC, amélioration de la communication avec les membres des ASC (9 %)
- Disponibilité du financement (10 %)

Collaboration interréseaux, suggestions d'améliorations

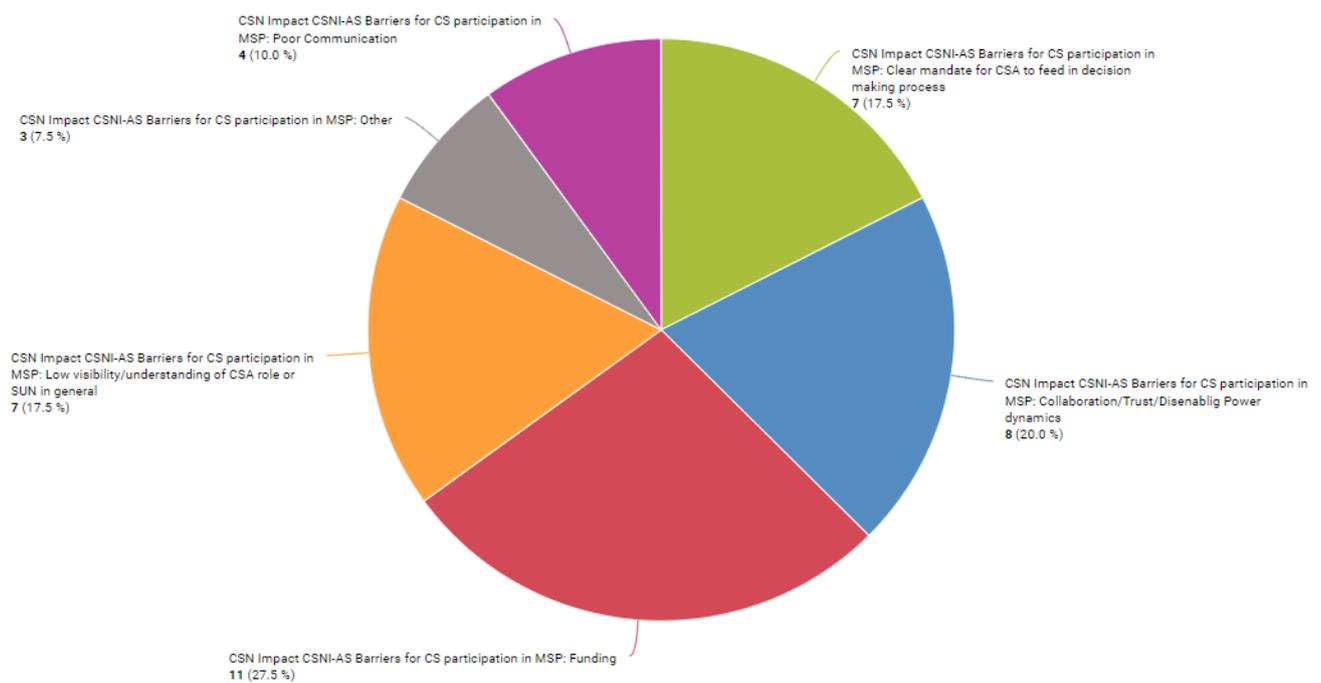
% Internetwork collaboration: suggestions for improvements



Obstacles récurrents à la collaboration des ASC avec les PMP

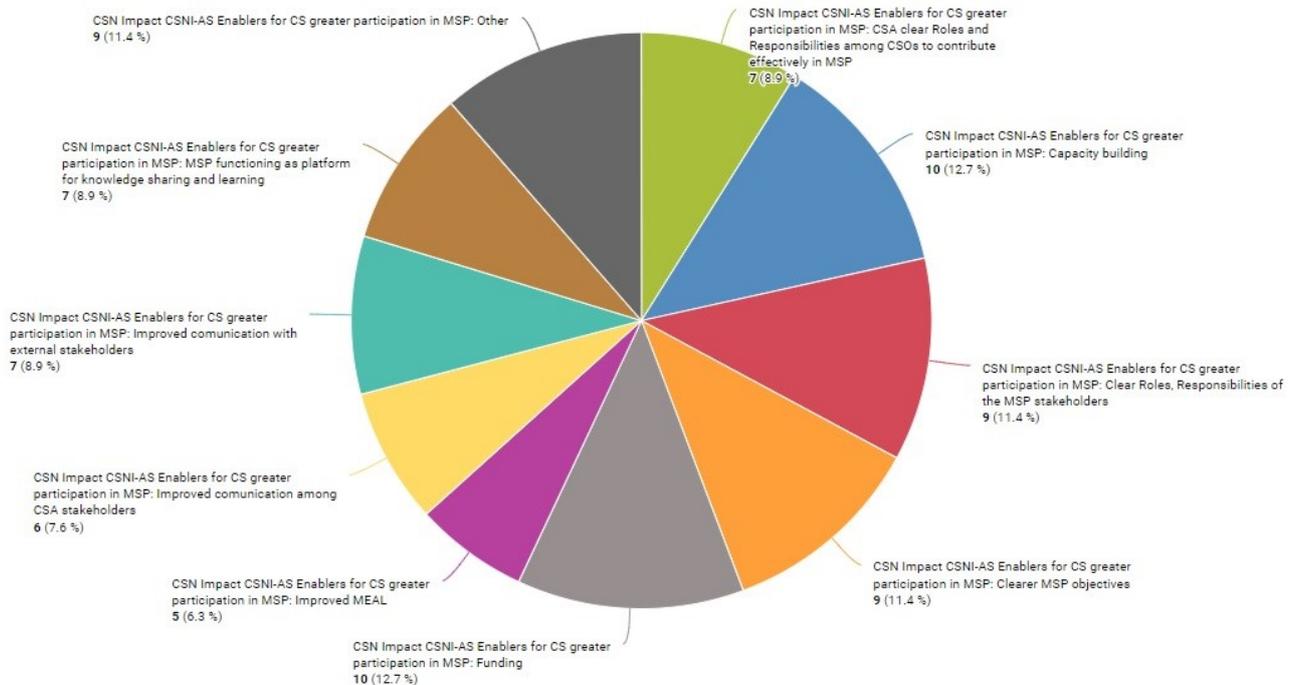
CSNI-AS Barriers for Civil Society involvement in MSP

Sun Civil Society Network - Last year CSAs Barriers to engage in MSP



Permet une meilleure collaboration entre la société civile et les PMP

Enablers for Greater engagement Civil Society in MSP



Collaboration entre les plateformes multipartites et les ASC

48 % des ASC ont signalé avoir obtenu des réalisations majeures grâce à une bonne collaboration avec les PMP. ([réf](#))

65 % des ASC disposent de structures de coordination infranationales. La plupart d'entre elles entreprennent des activités avec des plateformes infranationales multipartites et multisectorielles.

Les ASC entreprennent des activités avec divers types de plateformes multipartites et multisectorielles nationales et infranationales qui ne sont pas strictement liées au SUN.

Exemple de PMP auxquelles les ASC participent :

- Groupes de travail techniques sur la nutrition, PMP WASH, coordination de la nutrition d'urgence, groupe de travail N4G (mondial), ICAN (mondial).
- Types de parties prenantes : décideurs politiques, Nations Unies, secteur privé, donateurs, communautés et groupes de citoyens, groupes

religieux, parlementaires, médias et groupes de journalistes, artistes.

48 % des ASC ont signalé avoir obtenu des réalisations majeures grâce à une bonne collaboration avec des PMP ([réf](#))

- 65 % des ASC disposent de structures de coordination infranationales. La plupart d'entre elles entreprennent des activités avec des plateformes infranationales multipartites et multisectorielles.



Priorités pour l'année prochaine, expertise des ASC et besoins d'assistance technique (AT)



Faits et chiffres clés : intervention de l'ASC, priorités 2021

Nous avons classé les réponses qualitatives des ASC à la question : « quelles sont les 3 principales priorités pour l'année prochaine » (réf pour [les infos qualitatives ici](#), graphique [ici](#))

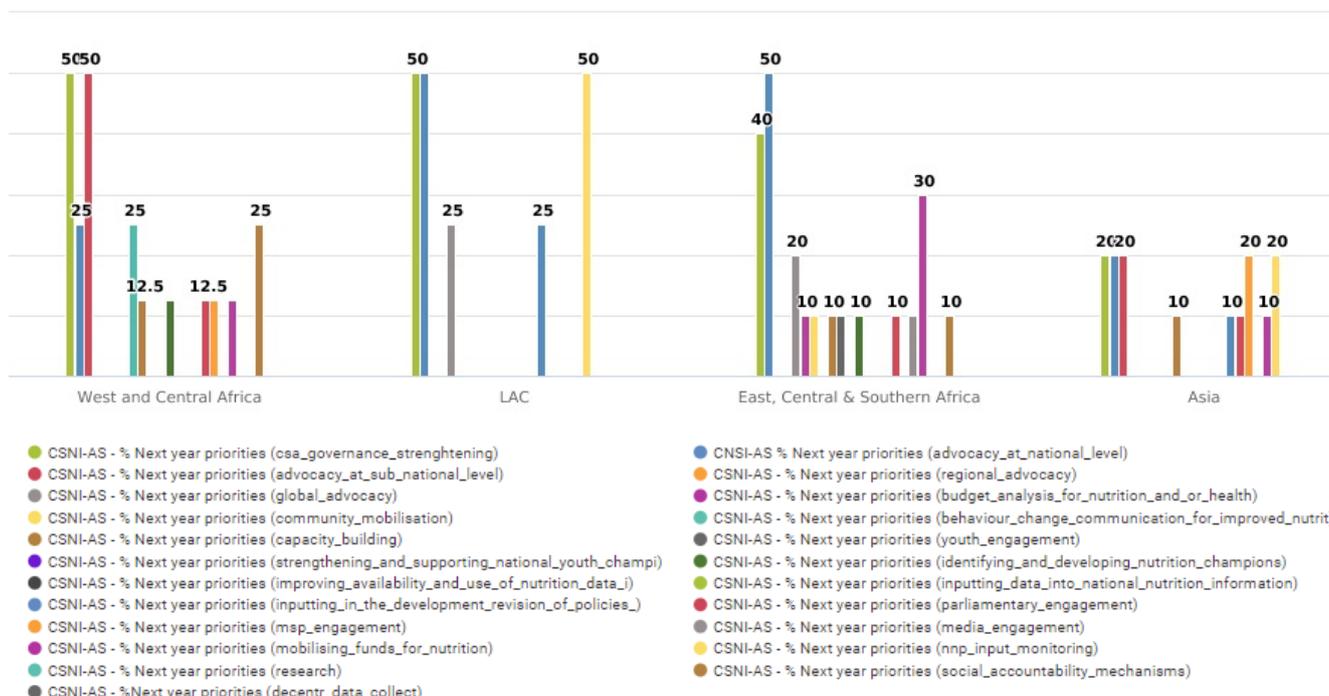
- Renforcer la gouvernance des ASC
- Mener une action de plaidoyer aux niveaux national et infranational
- Mobiliser des fonds pour la nutrition

Les priorités sont néanmoins très diverses selon les pays et les régions et reflètent les besoins des pays, mais aussi la valeur ajoutée spécifique de l'ASC liée au plan stratégique des OSC/ASC.

- La région Asie a une priorité supplémentaire concernant la participation des PMP

- La région Afrique de l'est et du sud est très focalisée sur la mobilisation de fonds pour la nutrition
- La région Amérique latine et Caraïbes indique également comme priorité supplémentaire la révision/ contribution à la législation
- La région Afrique de l'ouest et centrale met l'accent sur la communication sur le changement de comportement et les mécanismes de responsabilité sociale

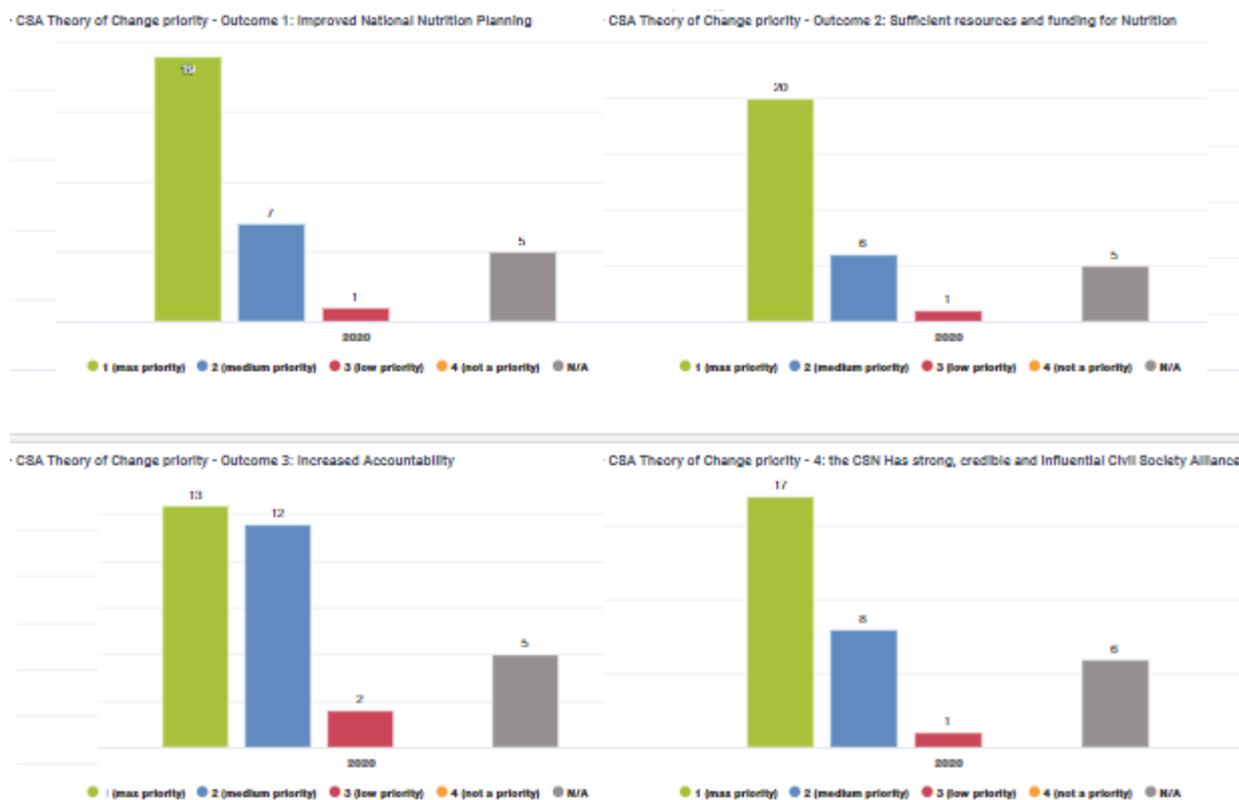
Next year priorities %
Sun Civil Society Network - Last year



Priorités en matière de résultats de la théorie du changement RSC 2.0

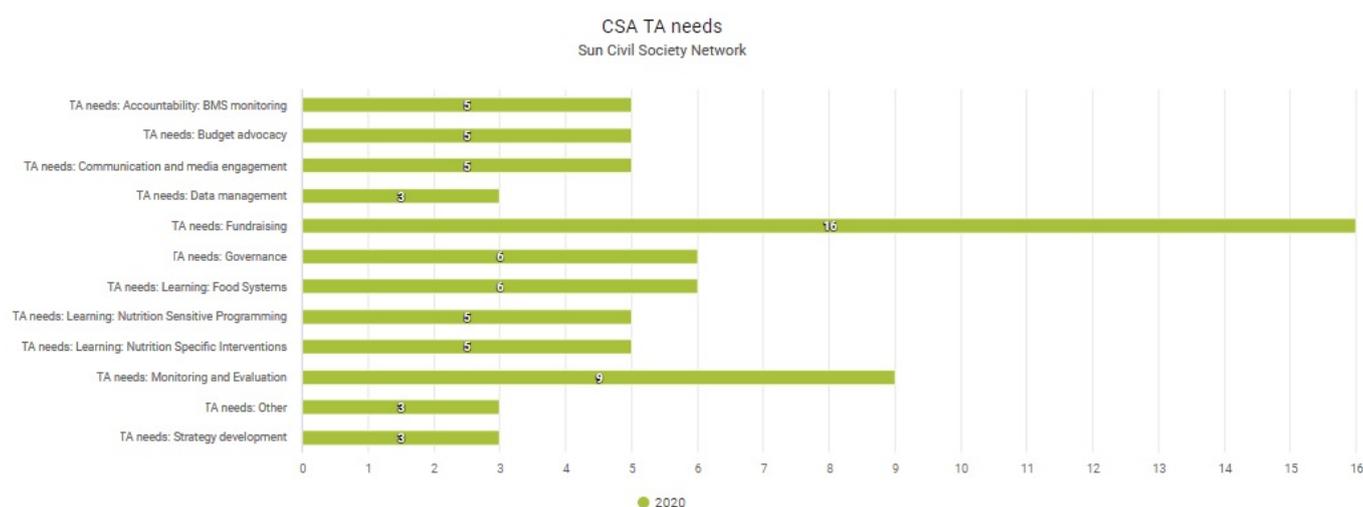
Tous les résultats de la TdC RSC 2.0 sont des priorités pour les ASC. La stratégie RSC SUN 3.0 et la TdC de haut niveau incluent ces priorités et les élargissent afin d'inclure les réalisations majeures qui ne sont pas clairement reflétées dans ces résultats

(par exemple, le renforcement des connaissances, le travail programmatique des OSC, etc.)



Besoins d'assistance technique

- 16 ASC demandent un soutien pour la collecte de fonds, 9 pour le S&E et 6 pour la gouvernance.
- Ces trois domaines sont essentiels pour le « renforcement de la gouvernance des ASC », qui est également une priorité absolue du plan de travail des ASC pour 2021 ([ref](#))
- Autres domaines dans lesquels un soutien est demandé : BMS, communication et médias, systèmes alimentaires, plaidoyer budgétaire, développement de stratégies, interventions spécifiques et sensibles à la nutrition.
- On s'attend à ce que les ASC soumettent des demandes d'assistance technique spécifiques afin de permettre un soutien ponctuel/spécifique.

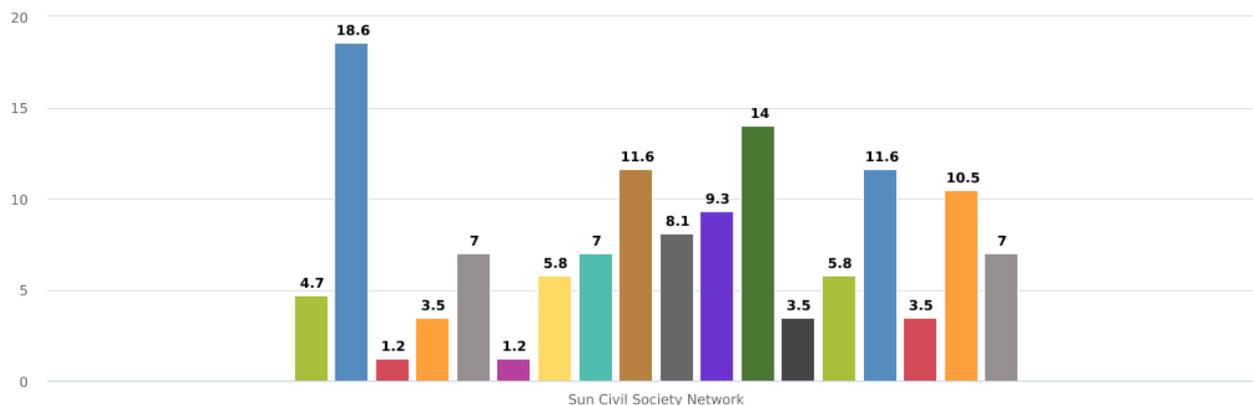


Expertise des ASC disponible pour l'aide technique de pays à pays

- De manière générale, du fait de leur expertise, les ASC peuvent répondre à la plupart des demandes d'assistance technique par le biais de l'assistance technique et de la collaboration entre pays.
- La collecte de fonds et le S&E restent les domaines dans lesquels les ASC ne se sentent pas capables de fournir une AT. ([réf](#) expertise thématique ; [réf](#) expertise technique et diapositives suivantes)
- Les chiffres représentent l'expertise thématique et technique dans laquelle les ASC se considèrent comme fortes et qu'elles seraient en mesure d'offrir aux parties prenantes externes (société civile et au-delà).
- Actuellement, seuls 21 fournisseurs individuels ont été identifiés/ont proposé leurs services ; 15 viennent d'ASC. Le pool d'experts du RSC devrait donc être élargi.
- La capacité des ASC à fournir une assistance technique dépend également en grande partie des fonds et du temps disponible.

% CSA Thematic Expertise

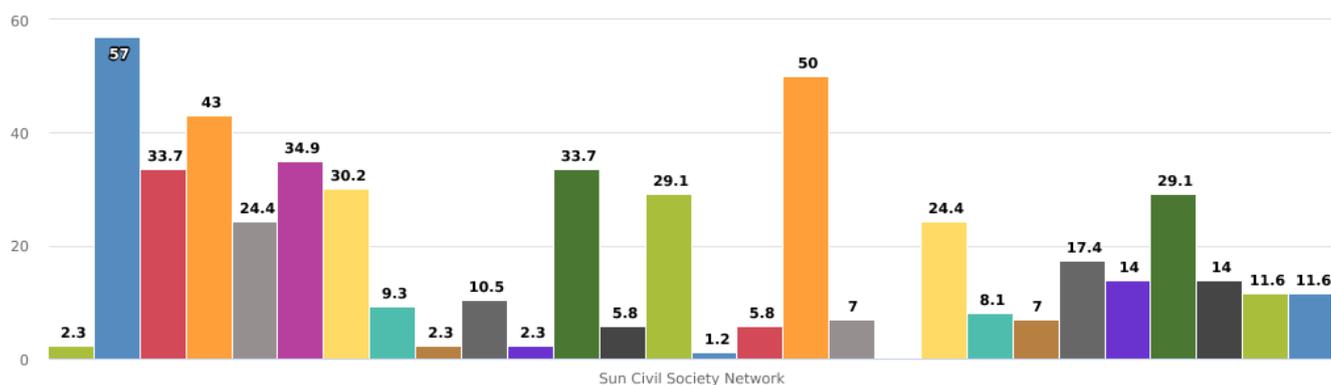
Last 5 years



- CSNI-AS % Thematic expertise: Improving access to clean water and sanitation
- CSNI-AS % Thematic expertise: Support for exclusive breastfeeding up to 6 months of age and continued breastfeeding, together with appropriate and continued complementary feeding
- CSNI-AS % Thematic expertise: Climate change & adaptation
- CSNI-AS % Thematic expertise: Conflict affected areas and fragility
- CSNI-AS % Thematic expertise: Education
- CSNI-AS % Thematic expertise: Employment
- CSNI-AS % Thematic expertise: Women, empowerment and gender equity
- CSNI-AS % Thematic expertise: Financing for nutrition
- CSNI-AS % Thematic expertise: Food fortification
- CSNI-AS % Thematic expertise: Improving access to healthcare
- CSNI-AS % Thematic expertise: Micronutrient supplementation
- CSNI-AS % Thematic expertise: Monitoring of breast milk substitute marketing code and associated world health assembly resolutions
- CSNI-AS % Thematic expertise: Agriculture- improve production and access to nutritious food more and supporting small farms as a source of income
- CSNI-AS % Thematic expertise: Resilience building, establishing a stronger, healthier population and sustained prosperity to better endure emergent crises
- CSNI-AS % Thematic expertise: Right to food and nutrition
- CSNI-AS % Thematic expertise: Social protection
- CSNI-AS % Thematic expertise: Treatment of severe acute malnutrition
- CSNI-AS % Thematic expertise: Youth empowerment

% CSA Technical Expertise available for TA

Last 5 years

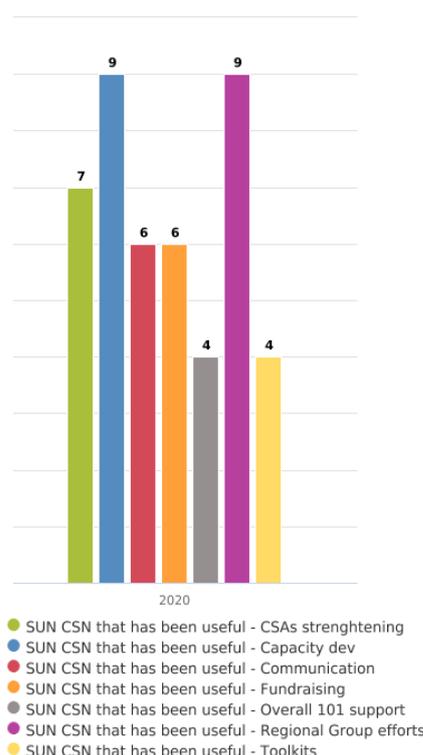


- CSNI-AS % CSA technical expertise: Admin
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Advocacy and influencing national advocacy
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Behaviour change communication for improved nutrition
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Budget analysis for nutrition and/or health
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Capacity building for external stakeholders
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Capacity building for Alliance members
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Community mobilisation
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Decentralised data collection
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Fundraising
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Global advocacy
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Human resources
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Identifying and developing nutrition champions
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Inputting data into national nutrition information system
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Inputting in the development/revision of policies and legislations
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Legal
- CSNI-AS % CSA technical expertise: M&E and quantitative/qualitative data management
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Media engagement
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Organization/movement governance
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Other please add (1-2 words max)
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Parliamentary engagement
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Programme/project management
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Proposal development
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Regional advocacy
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Social accountability mechanisms (e.g. citizen forums)
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Stakeholder mapping
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Undertaking new research
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Workshops (preparation/facilitation)
- CSNI-AS % CSA technical expertise: Youth engagement

Évaluation du Secrétariat du Réseau de la société civile SUN

- L'aide fournie par le SRSC que les bénéficiaires ont trouvé utile ([réf](#)) concerne le travail régional, le développement des capacités et le renforcement des ASC (gouvernance).
- Quels sont les points forts du SRSC ? ([réf](#)) Apprentissage et partage des connaissances, mobilisation des ASC, communication et documentation, promotion des PMP.
- Les ressources produites par le SRSC qui sont les plus utilisées ([réf](#)) sont la théorie du changement (46 %), le guide sur la façon d'établir une ASC (40 %) et le guide d'évaluation annuelle conjointe pour les ASC (37 %). Toutes ces ressources ont été utilisées par un nombre inférieur d'ASC en 2020 par rapport à 2018.
- Les deux outils doivent être révisés pour être mieux adaptés à toutes les ASC et à leurs membres au niveau infranational.
- Suggestions pour une orientation plus ciblée ([réf](#)) : « réactiver les appels mensuels relatifs au plaidoyer », trouver des experts pour dispenser aux ASC des formations sur les politiques et le suivi, participation à des PMP et identification des possibilités de financement pour encourager la participation des PMP, SUNLAB nécessite du temps et les informations ne sont pas disponibles, besoin de plus de soutien.

Support delivered by CSN Secretariat that has been useful



Réponses et actions

Réalisations et défis des ASC

- Mieux soutenir la gouvernance des ASC (Secrétariat du RSC et AT de pays à pays)
- Régionaliser le financement (Secrétariat du RSC et coordinateurs régionaux)
- Renforcer l'apprentissage et la collaboration entre pays sur la redevabilité et la participation des champions (Secrétariat du RSC)
- Soutenir davantage les efforts des ASC, en plaidant également pour une participation plus significative des réseaux nationaux SUN (Secrétariat RSC)
- Mieux aider les OSC à développer une mise en œuvre à fort impact (Secrétariat RSC et ASC)



Gouvernance et membres

- Élaborer une boîte à outils de révision de la gouvernance pour les ASC comprenant des conseils sur la participation des membres et la durabilité des ASC (Secrétariat RSC)
- Le SRSC et les ASC doivent intégrer l'indice de gouvernance dans les outils/processus de gouvernance et l'utiliser aux niveaux national et infranational. (Secrétariat du RSC et ASC)
- Continuer à plaider en faveur du financement des ASC, la participation des membres nécessite un investissement en temps et en ressources (Secrétariat du RSC, régions et ASC)
- Encourager l'utilisation de « l'indice d'inclusion » à tous les niveaux, afin de promouvoir l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables dans la gouvernance et au sein des membres. (Secrétariat du RSC et ASC)
- Aider les ASC à mieux faire connaître les réglementations sur les BMS et les conflits d'intérêts (Secrétariat du RSC)
- Toutes les ASC doivent remplir le formulaire d'adhésion dans le cadre du lancement de SUN 3.0. (ASC)
- Pour obtenir une participation plus pérenne des membres des OSC, les ASC doivent se concentrer davantage sur la stratégie de participation des membres (et avoir conscience des obstacles). Au niveau mondial/régional, il est peut-être nécessaire d'effectuer des études approfondies entre les pays sur la manière d'encourager la participation des OSC (pas seulement en matière de financement). (Secrétariat du RSC, régions et ASC)

Participation des réseaux SUN

- Partager les résultats de l'enquête annuelle avec le réseau des donateurs SUN et collaborer davantage avec les donateurs nationaux. Discuter de la manière d'appliquer les suggestions de la SC pour améliorer la relation. (Secrétariat du RSC)
- Partager les résultats de l'enquête annuelle avec le SBN et discuter de la manière de passer d'une absence totale de relation/une relation acceptable (lorsqu'un SBN est en place) à une « bonne relation ». (Secrétariat du RSC)
- Demander aux Nations Unies et aux donateurs d'inclure un indicateur clé de performance sur le nombre d'opportunités partagées avec la SC (financement, renforcement des capacités, etc.) afin d'encourager la redevabilité et la collaboration au niveau national. (Secrétariat du RSC)
- Partager les résultats avec les points focaux afin de guider leur participation à la SC et tout développement futur. (Secrétariat du RSC)
- Les ASC doivent obtenir des références et des lettres de soutien de la part des PF, des donateurs, des Nations Unies, qui peuvent être utilisées lors de la demande de financement et d'opportunités (les partager à l'avance, pour éviter les délais courts). (ASC)
- Le Secrétariat du RSC/l'ASC doit participer à l'élaboration de la formation/boîte à outils des PMP et à la révision de l'évaluation annuelle conjointe menée par le Secrétariat du Mouvement SUN.

Priorités des ASC pour 2021 et assistance technique

- Étendre et renforcer l'initiative d'assistance technique pays à pays du RSC. Déterminer les ressources financières, tirer parti de l'utilisation des SUNLAB et chercher à atteindre tous les membres d'ASC, y compris ceux qui travaillent au niveau infranational.
- Mettre en relation les experts de la SC avec les parties prenantes du SUN qui ont besoin de soutien et avec les plateformes externes (par exemple le Global Nutrition Cluster, etc.)
- Donner la priorité à l'assistance technique de pays à pays pendant le SUN 3.0 au sein du RSC et des systèmes de soutien mondiaux (Secrétariats) du SUN.
- Évaluer le « rapport qualité-prix » et l'impact de l'assistance technique



Pour plus d'informations, contactez
sun.csnetwork@savethechildren.org.uk

Ou consultez notre site Web
suncivilsociety.com